

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1912.

Projet de loi relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, en sollicitant le vote au cours de la présente session, un projet de loi relatif à des aliénations et à des occupations d'immeubles domaniaux.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

I.

L'aménagement de la gare de Neckerspoel nécessite l'acquisition de terrains d'une contenance totale de 70 ares 14 centiares appartenant à la ville de Malines, estimés à 75,531 francs.

Celle-ci a consenti à les céder moyennant l'abandon d'une parcelle domaniale disponible de 1 hectare 51 ares 77 centiares et le paiement par le Trésor d'une soulte de 30,000 francs.

Le terrain domanial a une valeur de 45,531 francs et devra être converti en jardin public par la ville.

L'acte d'échange a été réalisé le 8 février 1911.

II.

La loi du 14 mars 1854 a autorisé le Gouvernement à concéder gratuitement aux villes démantelées la jouissance de ceux des bâtiments militaires devenus disponibles, ainsi que des terrains dépendant des dits bâti-

ments, dont elles justifieraient pouvoir faire usage dans un but d'intérêt public, à la condition de les entretenir à leurs frais et d'en faire remise à l'État s'il voulait en disposer pour le logement des troupes ou pour tout autre service public.

En exécution de cette loi, un arrêté royal du 24 février 1855 a accordé à la ville de Bouillon, sous les conditions préindiquées, l'usage gratuit notamment de certaines bâtisses destinées à servir d'hospice communal.

Ces bâtisses ont été détruites le 4 juillet 1907 par un incendie ; elles avaient été assurées à la diligence de la ville, et l'indemnité payée par la compagnie pour la réparation des dégâts s'est élevée à 19,000 francs.

Cette indemnité a été utilisée pour la reconstruction des bâtiments ; les hospices civils y ont employé, en outre, une somme de fr. 13,053.94 prélevée sur leurs ressources propres. Aujourd'hui, les bâtiments de l'hospice reconstruits et améliorés ont, avec les terrains qui en dépendent, une valeur de 40,000 francs.

En considération des sacrifices qu'elle a faits pour ses nouvelles installations et afin de s'assurer la possession définitive de celle-ci, la Commission des hospices civils a, de concert avec la ville, demandé que la pleine propriété des biens lui soit transférée.

Le Gouvernement y a consenti moyennant le prix de 13,500 francs, calculé de la manière ci-après :

Valeur actuelle des bâtiments et des terrains	fr.	40,000	»
Somme dépensée par les hospices sur leurs ressources propres, pour la reconstruction, et dont il y a lieu de leur tenir compte	fr.	13,053 94	
Reste, en chiffres ronds	fr.	27,000	»

La ville possède sur les bâtiments, en vertu des loi et arrêté de 1854 et 1855, un droit d'usage gratuit dont la durée est indéfinie, l'État ne pouvant y mettre fin qu'en vue d'affecter les immeubles à un service d'utilité générale, éventualité qui n'entre pas dans les prévisions. Ce droit a été estimé à la moitié de la somme prémentionnée de 27,000 francs, l'autre moitié, soit 13,500 francs, représentant les droits de l'État.

III.

L'État possède à Bruxelles, entre la ligne de jonction Nord-Midi, actuellement en voie de construction, et le fond des propriétés sises avenue du Midi, n° 98 à 104, un excédent de la parcelle cadastrée section 2, n° 183^E.

Les propriétaires de la maison n° 104 ont demandé à faire l'acquisition de la partie du dit excédent située au droit de leur immeuble et mesurant 38 m² 50.

Par sa situation et sa configuration, cette partie ne peut guère être utilisée que par eux ; ils l'ont achetée à raison de 60 francs le mètre carré, soit pour 38 m² 50 dm², 2,310 francs.

L'acte de vente du 31 août 1911 réserve l'approbation de la Législature, parce que le terrain est pris dans un bloc d'une valeur supérieure à 5,000 francs. Il stipule que la limite du terrain vers le railway n'est indiquée que d'une manière provisoire, qu'elle sera établie exactement et d'une manière définitive dès que la chose sera possible, et que le prix sera révisé d'après le résultat du mesurage.

IV.

M. Boël, propriétaire à La Louvière, a demandé l'achat d'un terrain domanial de 4 hectare 8 ares 31 centiares situé à Houdeng-Goegnies. Ce terrain, de forme très irrégulière, déprécié par les emprunts et les dépôts de terre qui y ont été effectués à l'occasion de la construction du canal du Centre, s'étend entre la propriété de M. Boël et le dit canal. Il ne convient qu'à l'acquéreur qui a consenti à payer le prix de 5,500 francs l'hectare, représentant la haute valeur.

L'acte de vente a été signé le 15 septembre 1911.

V.

Dans son constant souci d'embellir la capitale et ses environs, S. M. le Roi Léopold II a créé et transféré en 1882 aux communes de Saint-Gilles et de Forest le parc public dit de Saint-Gilles, d'une contenance de 13 hectares.

Il a imposé le maintien à perpétuité de l'affectation des terrains à l'usage de parc ouvert au public, avec défense d'y élever des constructions, si ce n'est dans un but ornemental d'utilité et d'agrément publics et en prenant les dispositions voulues pour respecter les vues sur la ville de Bruxelles et sur le versant occidental de la vallée de la Senne.

Voulant contribuer à l'œuvre du Souverain, M. Guillaume Duden, décédé en 1894, a légué à S. M. Léopold II la nue propriété de la moitié de sa campagne de Forest, d'une superficie de 23 hectares, à charge de convertir cette propriété, après la mort de M^{me} Duden, en un parc public portant le nom de Parc Duden. Le bénéfice de ce legs est passé, en vertu de la Donation royale du 9 avril 1900, à l'Etat belge et celui-ci a recueilli l'autre moitié de la campagne, sous la même condition, dans la succession de M^{me} Duden, décédée le 30 août 1911.

En 1902, la Fondation de la Couronne avait acquis, de la Société anonyme du Parc de Saint-Gilles, 2 hectares 17 ares de terrains, qui ont été transférés à la Belgique par le traité de reprise du Congo, avec la destination de servir à faciliter et à embellir la jonction des parcs de Saint-Gilles et

Duden conformément au plan, approuvé par le Roi, de M. l'architecte paysagiste Lainé ; ce plan prévoit la revente des excédents pour des villas isolées.

A raison du développement de la bâtisse dans cette partie du territoire de Forest, l'État et la commune se préoccupaient depuis plusieurs années des mesures à prendre en vue du raccordement des deux parcs, de l'aménagement de leurs abords et spécialement du quartier qui les sépare, et de l'établissement de voies d'accès. Après de longues et minutieuses études, l'accord s'est établi sur un projet qui a donné lieu à une convention du 22 septembre 1911 déposée, avec les plans, sur le bureau de la Chambre. Cette convention a pour objet :

1° L'aménagement du quartier compris entre la route de Bruxelles à Leeuw-Saint-Pierre, l'avenue Marie-Henriette bordant le parc de Saint-Gilles, la propriété Duden et l'avenue Besme, comprenant la création d'un square-avenue de 38 mètres de largeur entre le chemin n° 7 et l'avenue Marie-Henriette, le redressement d'une partie de celle-ci, la création de deux voies reliant ce square à l'avenue Besme et d'une autre le reliant à la chaussée de Bruxelles ;

2° La rectification et l'élargissement de la rue du Hêtre et de la rue au Bois, la création de deux rues raccordant la rue du Hêtre à la chaussée d'Alseberg, la création d'un belvédère rattaché à l'avenue Besme par deux rampes d'accès, les modifications à apporter aux voies du quartier Saint-Augustin pour les raccorder aux nouveaux tracés, l'adoption définitive des anciens tracés de ce quartier et l'établissement d'un square elliptique rue au Bois.

La commune effectuera les expropriations nécessaires, avec zones pour certaines parties du projet et sans zones pour d'autres, à moins qu'elle ne puisse garantir les mêmes résultats au moyen d'arrangements amiables. Les terrains qui appartiennent à l'État entre les deux parcs et qui ne tombent pas dans le tracé des travaux ne seront pas expropriés ; ils resteront sa propriété à charge de les réaliser sous les conditions et servitudes qu'indique le contrat.

L'État et la commune s'abandonnent réciproquement les terrains qui doivent servir à constituer l'assiette de la voirie ou à régulariser les limites des blocs de terrains à bâtir qui leur appartiennent ou leur appartiendront respectivement dans le quartier situé entre les deux parcs.

Ces blocs seront consacrés uniquement à la construction de villas largement isolées, d'une hauteur limitée, dont toutes les parties visibles seront traitées comme façade d'un aspect décoratif.

Ces villas, qui seront précédées de jardinets bien clôturés, seront disposées de manière à conserver le caractère pittoresque du site et à ne pas masquer les points de vue dont on jouit, d'une part, de la rue du Hêtre et de l'avenue Besme, d'autre part, du nouveau square et de la campagne Duden.

En vertu d'arrangements pris entre la commune et M^{me} Haeck, les bâtisses à ériger sur les terrains qui resteront la propriété de celle-ci le long du côté gauche de la voie 6, reliant la chaussée de Bruxelles au square-avenue, seront élevées à 5 mètres en retrait de la dite voie; elles seront accolées les unes aux autres, avec limitation de hauteur et obligation de donner un cachet décoratif à toutes les parties visibles de la voie publique.

Les travaux de voirie du square-avenue, qui réalise la jonction des deux parcs selon les dispositions du plan Lainé, sont à charge de l'État, sauf les égouts dont l'exécution est confiée à la commune de Forest moyennant un subside de l'État à concurrence de la moitié de la dépense. Ce square sera entretenu par l'État, à l'exception des égouts, des trottoirs longeant les propriétés riveraines, des canalisations et des candélabres, dont l'entretien incombera à la commune.

Les voies nos 4, 5 et 6, qui mettent le square-avenue en communication avec l'avenue Besme et la chaussée de Bruxelles, seront construites et entretenues par la commune. Le contrat porte que l'exécution de la voie 5 pourra être retardée jusqu'à nouvel ordre après entente avec l'Administration des Ponts et Chaussées; cette réserve était motivée par la circonstance que la propriété Duden n'était pas encore définitivement entrée dans le domaine de l'État; maintenant que celui-ci en est devenu propriétaire, on pourra examiner l'adoption d'un tracé plus logique.

Afin d'assurer la réalisation de la partie du projet comprise entre les deux parcs, la chaussée de Bruxelles et l'avenue Besme, la commune contractera un emprunt de 500,000 francs.

En compensation des charges qui résulteront pour elle de cette partie du projet, ainsi que des obligations qu'elle assume à l'avantage de la grande voirie et des terrains que l'État possède le long du square-avenue, l'État accordera à la commune un subside de 400,000 francs payable par tiers : le premier après l'approbation définitive du contrat; le deuxième un an plus tard, à condition que la commune justifie avoir fait en acquisitions d'immeubles une dépense de 600,000 francs; le troisième après l'achèvement des expropriations prévues entre la chaussée de Bruxelles, l'avenue Marie-Henriette, l'avenue Besme et la propriété Duden, ainsi que des travaux de voirie des voies 4 et 6.

En dehors du quartier compris entre les deux parcs, les travaux de voirie, ouvrages d'art, squares et plantations que comporte le projet seront exécutés et entretenus par la commune. Elle laissera subsister dans son état actuel le vieux chemin qui prolonge l'avenue Besme en longeant le côté sud-est de la propriété Duden. Elle conservera le petit bois qui borde l'autre côté de ce chemin jusqu'à la rue du Hêtre élargie (voie 7), sauf à y tracer quelques chemins de terre; les talus qui rachètent la différence de niveau entre le vieux chemin et la voie 7 seront gazonnés et agréablement aménagés en face de l'entrée du parc Duden.

La commune prend des engagements précis en vue de la restauration, de

l'entretien et de la surveillance du parc public de Saint-Gilles-Forest. Les travaux de restauration seront exécutés d'après les indications de l'Administration des Ponts et Chaussées; la commune consacrerà à la restauration et à l'entretien une somme annuelle d'au moins 6,000 francs; elle maintiendra au service exclusif du parc une brigade de jardiniers qui ne pourra jamais comprendre moins de cinq hommes; elle soignera l'éclairage du parc, du square-avenue et des voies qui les entourent ou y donnent accès.

Le Gouvernement estime que le projet réalise dans de bonnes conditions la jonction des deux parcs, l'aménagement de leurs abords et de leurs accès.

Il est rendu onéreux par le fait que les terrains du quartier des parcs étant réservés à la construction de villas fortement espacées, leur vente sera peu lucrative, mais ce dispositif s'impose si l'on veut conserver le beau panorama dont on jouit de cet endroit sur la ville de Bruxelles et la vallée de la Senne. L'État et la commune de Forest ont pensé qu'il fallait, même au prix de sacrifices pécuniaires assez importants, sauvegarder l'esthétique du quartier et donner toute sa valeur à l'ensemble remarquable que formeront les parcs de Saint-Gilles et Duden. Les pouvoirs publics compléteront ainsi les initiatives généreuses qui ont assuré la création des deux parcs et aux auteurs desquelles le Gouvernement tient à rendre l'hommage de reconnaissance qu'ils méritent.

Selon le vœu de ses anciens propriétaires, la campagne Duden, ouverte au public, s'appellera « Parc Duden ». Comme corollaire, le Gouvernement est d'avis que les communes intéressées seraient bien inspirées en assignant la dénomination de « Parc Léopold II » au parc créé par notre défunt Roi.

VI.

La construction de la nouvelle prison pour femmes à Forest a laissé disponible un excédent d'emprises de 52 ares 34 centiares, de forme irrégulière, présentant sur une bonne partie de sa surface une forte dénivellation.

Cette parcelle, complètement enclavée entre la prison et des propriétés bâties de l'avenue Brugmann et de la rue Berkendael, ne pouvait convenir qu'aux riverains, avec lesquels des négociations ont été engagées afin de parvenir à la vente.

L'un d'eux a refusé d'acheter le terrain n'ayant pour lui aucune utilité.

Un second a trouvé que, eu égard à l'usage qu'il pourrait faire de la parcelle, le prix demandé était trop élevé.

Les pourparlers avec les trois autres ont abouti à la cession moyennant des prix s'élevant à la somme totale de fr. 14,897.50, que l'Administration juge suffisante.

VII.

En vue de l'établissement d'une place de stationnement à la halte de Zeebrugge-Centre et d'une rue reliant cette place au boulevard de Blankenberghe à Zeebrugge, l'État doit faire des emprises contenant ensemble 4,565 mètres carrés dans trois blocs de terrains à bâtir appartenant à la Compagnie des Installations maritimes de Bruges.

La Société a cédé ces emprises en échange d'une surface de 4,564^{m²}56^{dm²}, à prendre dans trois parcelles domaniales touchant aux dits blocs.

Les superficies abandonnées de part et d'autre sont équivalentes; leurs situation et valeur sont identiques; l'échange a donc été conclu sans soulte.

VIII.

La ville de Tournai était traversée par une dérivation de l'Escaut, nommée « La Petite Rivière », qui coulait entre deux quais bordés de bâtisses du côté opposé à la rivière.

L'Administration des Ponts et Chaussées l'a fait combler au moyen de produits de dragages provenant du redressement, de l'élargissement et de l'approfondissement d'une partie du fleuve.

Le lit remblayé constitue une longue et étroite bande de terrain, pour laquelle on ne peut guère envisager d'autre destination que celle de boulevard.

Par acte du 10 janvier 1912, le Gouvernement l'a cédée gratuitement à la ville à charge par elle de l'aménager à ses frais, dans le délai de trois ans, en voie publique, squares et jardins publics et de lui conserver toujours cette affectation.

L'acte porte qu'au cas où les terrains ne seraient pas utilisés ou cesseraient d'être utilisés à la destination prévue, en tout ou en partie, l'État aurait le droit d'en reprendre possession pour les faire rentrer en pleine propriété dans son domaine et en tirer le parti qui lui conviendrait, sans avoir rien à rembourser à la ville du chef d'impenses et frais d'aménagement.

IX.

L'État est propriétaire, sur le territoire d'Evergem, d'une bande de terrain qui longe le canal de Gand à Terneuzen et s'étend entre le chemin de halage et des immeubles appartenant à des particuliers.

M. le baron Albert Van Loo a sollicité l'acquisition de la partie de 39 ares 12 centiares située au droit de sa propriété. Il a accepté de payer le prix de 20,000 francs l'hectare, qui est très satisfaisant étant donné qu'il s'agit d'un terrain inculte, couvert d'un dépôt de sable d'environ 5 mètres de hauteur dont le déblai, nécessaire pour mettre la parcelle en valeur, entraînera de grands frais.

X.

Désireuse de compléter ses installations hospitalières par la construction d'un hôpital d'isolement pour malades atteints d'affections contagieuses (lazaret), la ville de Nieupoort a demandé de pouvoir disposer, à cet effet, d'un terrain faisant partie de la presqu'île sise entre le bassin à flot et le chenal du port.

Le Gouvernement lui a accordé la jouissance, pour le terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, d'un emplacement de 12 ares, choisi de manière à présenter le moins d'inconvénients au point de vue de la santé des personnes que leurs occupations appellent au bassin à flot.

Il lui a concédé, en outre, l'usage d'une surface de 74 ares 30 centiares destinée à l'établissement de plantations autour du lazaret, mais seulement à titre précaire, la parcelle pouvant devoir être utilisée, du moins en partie, en cas de travaux d'amélioration exécutés au port.

Étant donnée leur situation, les terrains ne sauraient être vendus; ils sont presque complètement improductifs, la location des herbages ne rapportant que quelques francs par année.

D'autre part, le lazaret est destiné à compléter l'outillage du port, dont il constitue un accessoire indispensable; sa création répond à l'intérêt général aussi bien qu'à l'intérêt communal.

Pour ces diverses raisons, le Gouvernement a estimé que la gratuité de l'occupation se justifiait.

XI.

Les travaux de dédoublement entre Bruxelles et Vilvorde de la route de l'État de Bruxelles à Anvers, ont rendu disponibles plusieurs languettes de terrain situées à Vilvorde, d'une contenance totale de 15 ares 63 centiares 74 dix-millièmes, dont il ne peut être tiré parti qu'en les incorporant aux propriétés de M^{me} Orban-Van Volxem. Celle-ci a accepté de les acquérir au prix de 8,390 francs fixé par l'Administration.

L'acte de vente a été réalisé le 12 février 1912.

XII.

Depuis 1875, la ville de Lierre dispose, moyennant une redevance annuelle d'environ 50 francs l'hectare, d'anciens terrains militaires, convertis en places publiques plantées servant de marchés aux bestiaux et situés hors de la porte de Louvain, des deux côtés de la chaussée de Berlaer.

Suivant acte du 9 octobre 1903, approuvé par la loi du 14 mai 1904, l'État a cédé à la ville, au prix de 2,500 francs, la partie située à gauche de la dite chaussée, d'une contenance de 42 ares 98 centiares, à charge de lui maintenir sa destination.

La ville de Lierre a sollicité récemment l'acquisition de l'autre partie des terrains, située à droite de la chaussée de Berlaer et contenant environ 26 ares.

La situation actuelle étant identique à celle de 1903, le Gouvernement a consenti la cession, par acte du 26 février 1912, moyennant le prix de 2,000 francs, sous la condition expresse de conserver au terrain sa destination de place publique et de l'incorporer dans la voirie.

XIII.

La ville de Lierre est sillonnée par un grand nombre de bras des Nèthes, partiellement voûtés ou remblayés, qui tous, à l'exception du bras de la Petite Nèthe allant du « Barrage du Grand-Spuy » au « Barrage du Confluent », ont perdu leur caractère de défluent de rivière navigable et ne présentent plus aucune utilité ni au point de vue de l'écoulement des eaux de crue, ni à celui de la navigation.

L'établissement de la dérivation extérieure des Nèthes a rendu réellement sans usage et enlevé leur raison d'être à toutes les artères intérieures de la ville, une seule exceptée. L'État a considéré qu'il ne lui incombait plus de les entretenir depuis qu'elles ont cessé de servir à la navigation. Par la réduction du débit des eaux, il s'est fait que toutes ces artères se sont envasées, créant ainsi une situation hygiénique des plus précaires dont on se préoccupe depuis vingt ans et à laquelle il est indispensable de remédier.

Après de longues études, l'administration communale a décidé d'effectuer dans ce but des travaux d'assainissement considérables ayant pour objet de dévaser et de remblayer tous les rivelets non voûtés, et de construire un réseau complet d'égouts dont les produits seront reçus non plus, comme maintenant, par le bras *intra muros* de la Petite Nèthe, mais par des collecteurs débouchant dans la Nèthe inférieure en aval de la ville.

Le devis s'élève à la somme de 632,000 francs.

Le Département des Travaux publics interviendra dans la dépense à concurrence d'un tiers; de Département de l'Intérieur (service de l'hygiène) à concurrence d'un sixième, et la province d'Anvers également pour un sixième avec maximum de 100,000 francs.

Afin d'assurer l'exécution de ce programme, dont la ville a dû retarder la réalisation par suite du défaut de ressources, le Gouvernement avait consenti dès 1894 à céder gratuitement à la ville tous les bras de rivière *intra muros*, à l'exception du bras de la Petite Nèthe visé plus haut, sous la condition que le plan d'ensemble des travaux serait approuvé par le Département des Travaux publics, ce qui a eu lieu le 9 septembre dernier.

La surface des terrains ainsi abandonnés est de 2 hectares 40 ares.

Une contenance de 1 hectare 40 ares sera employée dans les travaux projetés.

La superficie restante de 1 hectare a été en grande partie voûtée soit par la ville, soit par des particuliers. Certains tronçons pourront être vendus

aux propriétaires limitrophes, sans d'ailleurs que le produit de ces ventes soit important; d'autres seront conservés par la ville notamment pour les incorporer dans la voirie.

La cession a été réalisée par acte du 2 mars 1912.

XIV.

La ville de Bruges se trouve dans le cas de devoir se procurer de nouveaux locaux pour divers de ses services, notamment celui de la police. Elle a demandé à acquérir dans ce but l'hôtel de l'ancienne Prévôté, situé rue de la Bride et formant une dépendance des bâtiments du Gouvernement provincial. Par son histoire, son cachet architectural et sa situation, cet hôtel convient, en effet, à l'installation de services communaux.

Le Gouvernement a estimé que la demande était susceptible d'être accueillie.

La cession qu'il a consentie à la ville, sous réserve d'approbation par la Législature, comprend l'ancienne Prévôté, son prolongement récent et certaines parties distraites de l'hôtel actuel de M. le Gouverneur.

Aux termes du contrat, signé le 5 mars 1912, l'administration communale s'interdit de faire aucun ouvrage nuisible à la bonne conservation du bâtiment, ou entraînant une altération quelconque des façades actuelles qu'elle devra maintenir en bon état. Elle s'oblige à construire à ses frais exclusifs, dans un style s'harmonisant avec celui de la Prévôté, et suivant un plan à approuver par le Département des Travaux publics, une façade artistique en prolongement du pignon nouvellement construit et faisant face au bâtiment de la Poste. Il est stipulé aussi que les constructions cédées ainsi que les nouvelles bâtisses que la ville érigerait devront toujours être affectées à des services ou usages communaux.

La cour d'honneur actuelle de l'hôtel de M. le Gouverneur servira d'entrée commune aux bureaux de la ville et à ceux de l'administration provinciale. La grille, le pavage et les parterres de cette cour seront entretenus et renouvelés à frais communs par les deux administrations intéressées. Afin de conserver un aspect uniforme à la dite cour, la ville devra repeindre la façade postérieure du bâtiment tout entier de la Prévôté, chaque fois que l'État entreprendra semblable travail à la façade opposée des bureaux du Gouvernement provincial, et ce dans les mêmes conditions.

Le prix est fixé à la somme de 10,000 francs, jugée suffisante en tenant compte des dépenses importantes que la ville supportera, à la décharge de l'État, pour l'entretien des façades actuelles et la construction de la façade artistique vers le bâtiment des Postes.

XV.

L'article 2, §°, de la loi du 18 août 1907 a autorisé le Ministre des Finances à vendre publiquement les terrains et bâtiments ayant formé

l'arsenal de construction d'Anvers et à céder de gré à gré les emprises qui seraient nécessaires pour l'élargissement de la voirie environnante.

Les bâtiments ont été vendus à charge de démolition.

En vue de l'aliénation de l'emplacement, qui devait suivre, la ville d'Anvers a été priée de faire connaître les nouveaux alignements à adopter. Elle a déclaré se trouver dans la nécessité d'ajourner sa réponse, en laissant entendre qu'elle envisageait l'éventualité d'acquérir les terrains en prévision de la réalisation de certains projets communaux.

Dans cette situation, l'emplacement a été loué, à partir du 1^{er} octobre 1908, pour des installations foraines; la location est expirée depuis le 31 mars dernier.

Le Gouvernement ayant décidé de ne pas ajourner davantage la vente, la ville d'Anvers a demandé à acheter le bloc entier, d'une contenance de 1 hectare 26 ares 32 centiares, afin de ne pas compromettre l'aménagement et l'assainissement du quartier environnant.

La cession lui a été consentie au prix de 1,323,000 francs qui représente la valeur selon l'appréciation de l'Administration des Domaines.

XVI.

Les travaux de rectification de la Sambre entraînent l'achat d'une emprise de 1 hectare 60 ares 40 centiares située à Montignies, appartenant à la Société anonyme des Usines métallurgiques du Hainaut à Couillet.

Celle-ci a consenti de la céder en échange d'une partie, d'une contenance de 2 hectares 23 ares 70 centiares, du lit actuel de la rivière qui sera désaffecté par suite de l'exécution des dits travaux.

Le terrain domanial est estimé à 67,110 francs et l'emprise à 44,110 francs; la soulte à payer au Trésor est égale à la différence, soit 23,000 francs.

Suivant les stipulations du contrat souscrit, l'État a le droit de déposer à demeure des déblais dans le tronçon du lit de la Sambre cédé à la Société ainsi que sur des terrains restant appartenir à celle-ci.

Le Gouvernement sollicite l'approbation du contrat intervenu le 21 mars 1912.

XVII.

A l'occasion de la construction projetée d'une nouvelle caserne de gendarmerie à Ypres, le Gouvernement a réalisé, le 28 mars 1912, avec la ville une convention aux termes de laquelle l'État cède :

A. Dans le but de dégager les abords de la caserne, par l'établissement d'un boulevard-promenade le long des côtés ouest et sud de la plaine dite

« l'Esplanadé », deux parcelles de terrain d'une contenance totale de 12 ares 45 centiares 5 dix-milliaires dépendant de la dite plaine, et l'immeuble dit « Corps de garde de la porte de Bailleul », d'une contenance de 66 centiares, servant actuellement d'habitation à un sous-officier marié.

B. Pour l'installation de services communaux, le bâtiment dit : « la Manutention militaire », situé derrière l'église Saint-Jacques, ainsi que 19 ares 50 centiares de terrain qui en dépendent, actuellement inoccupé, et ayant servi en dernier lieu de logement pour un militaire marié.

Ces divers biens sont évalués à 12,500 francs.

L'État reçoit en échange :

A. En vue de la construction de la caserne de gendarmerie et du prolongement du boulevard du côté sud-est de la plaine, deux parcelles de terrain contenant ensemble 8 ares 36 centiares 87 dix-milliaires, estimées à fr. 3,307 »

B. Pour la construction de deux habitations destinées à des militaires mariés, un terrain ayant 12 mètres de façade à front du boulevard de la Station, et 30 mètres de profondeur, valant fr. 5,400 »

TOTAL. . . fr. 8,707 »

La ville interviendra jusqu'à concurrence de 12,000 francs dans les frais de construction des deux habitations préindiquées, qui remplaceront les deux logements actuellement aménagés dans les bâtiments du Corps de garde de la porte de Bailleul et de la Manutention militaire.

Elle effectuera, en outre, des travaux de nivellement, de démolition, de plantations, d'empierrement, d'établissement de trottoir et d'égout, dont le coût est estimé à 10,000 francs ; elle éclairera à ses frais les abords de la caserne et fournira gratuitement l'eau de la distribution nécessaire à la consommation dans la nouvelle caserne et dans les maisons susvisées.

En raison des diverses charges assumées par la ville, l'échange a lieu sans soulte.

L'acte du 28 mars 1912 a été conclu sous réserve d'approbation par la Législature.

XVIII.

L'établissement de la ligne de jonction entre les gares du Nord et du Midi, à Bruxelles, nécessite deux emprises de 34 m² 35 en tréfonds et superficie, et de 4 m² 15 en tréfonds seulement, dans la propriété sise en cette ville, rue des Ursulines, n° 28, appartenant à M. le docteur Jacobs et qui est le siège de la « Clinique Sainte-Anne ».

Au cours du procès en expropriation, il est intervenu un accord que le

tribunal a homologué par jugement du 20 juillet 1911 et qui comporte un échange de terrains. Cet accord s'est établi sur les bases ci-après :

Du chef des emprises précitées, l'État doit pour valeur vénale, indemnités de dépréciation de la propriété, frais de remploi, intérêts d'attente, troubles locatifs, une indemnité totale de fr. 62,230 33

L'Etat cède deux parcelles de terrain disponibles dans les immeubles voisins n° 30 et 32, dont il a fait l'acquisition pour le même travail, savoir : 22 m² 38 en tréfonds et superficie et 44 m² 60 en superficie seulement, le tout évalué. fr. 18,259 96

Il paie une soulte de fr. 43,990 37

Pour l'établissement des valeurs, les bases suivantes ont été adoptées :

Tréfonds et superficie. . . .	fr. 350.00	le mètre carré.
Tréfonds seulement	116.67	id.
Superficie seulement	233.34	id.

Il a été convenu :

1° Que M. Jacobs ne pourra ériger aucune construction ni exécuter aucun travail sur les terrains de 44 m² 60 et 1 m² 15, dont il aura la superficie, qu'après l'établissement du tunnel et moyennant l'autorisation de l'État ;

2° Qu'il ne pourra élever aucune réclamation ultérieure du chef de la construction et de l'existence du tunnel ainsi que de l'exploitation de la voie ferrée ;

3° Que pour le cas où le nouvel alignement de la rue des Ursulines comporterait une incorporation à la voirie de portion du terrain appartenant à l'exproprié, celui-ci devra à cet égard s'entendre avec la ville de Bruxelles sans l'intervention de l'État ou recours quelconque contre lui.

XIX.

La famille royale a possédé, jusqu'en ces derniers temps, le droit de chasse sur environ 150 hectares de terres situées aux abords de Tervueren et dépendant du domaine privé de l'État.

Il s'agit d'immeubles provenant soit de l'ancien domaine national de Tervueren, — soit de la donation faite par Sa Majesté le Roi Léopold II suivant acte du 9 avril 1900, — soit de la Fondation de la Couronne de l'État Indépendant du Congo, — soit encore d'un échange réalisé le 14 avril 1904 avec M. Parmentier.

Pour les biens du premier groupe, un bail de 1855, plusieurs fois renouvelé, en avait assuré le droit de chasse à M^{re} le Comte de Flandre. Celui-ci

jouissait du même droit sur les terrains des deuxième et quatrième groupes en vertu d'une réserve insérée dans les actes contenant transmission au profit de l'État. Quant aux propriétés de la troisième catégorie, le feu Roi en a disposé à sa convenance jusqu'à la disparition de la Fondation de la Couronne.

L'Administration de la Liste civile a introduit, depuis l'ouverture du nouveau règne, des propositions en vue de la conclusion d'un bail de chasse portant sur l'ensemble des biens visés ci-dessus, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1910.

Il y a une objection résultant de l'article 13, 1^{er} alinéa, de la loi du 28 février 1882 ainsi conçu :

« Il ne sera permis de chasser dans les domaines de l'État qu'en vertu d'une adjudication publique. »

Mais une dérogation à la règle semble être autorisée par les particularités de l'affaire : l'origine des propriétés, la longue jouissance de la famille royale et la proximité de la forêt de Soignes.

La chasse dont il est question tire sa valeur du proche voisinage de la forêt de Soignes dans laquelle le gibier trouve abri et est efficacement protégé; en fait, c'est la forêt qui alimente la plaine en gibier particulièrement à l'occasion des battues; il y a donc une liaison étroite entre la chasse dans la forêt et la chasse dans la plaine contiguë; séparer celle-ci de celle-là aboutirait à déprécier fortement la chasse de la partie boisée; or, cette dernière constitue, aux termes du second alinéa de la disposition légale précitée ⁽¹⁾, un apanage de la Couronne.

Sans doute, celle-ci aurait la faculté de suivre les enchères en cas de mise en adjudication publique du droit de chasse dans la partie en plaine, mais il serait peu convenable de la part de l'État de spéculer sur le désir qu'aurait l'Administration de la Liste civile de se rendre adjudicataire à tout prix.

Ces considérations déterminent le Gouvernement à solliciter des Chambres l'autorisation de traiter à main ferme avec la dite Administration.

Le bail serait consenti pour la durée du règne de Sa Majesté le Roi Albert, sauf faculté pour la locataire de donner renon à l'expiration de chaque triennat. Le fermage serait fixé à 3 francs l'hectare, taux moyen auquel se loue la chasse sur les terrains non boisés de la région; ce taux paraît d'autant plus suffisant qu'une bonne partie de la contenance envisagée, notamment les 44 hectares occupés à Ravenstein par le *Royal Golf Club de Belgique*, n'a qu'une valeur très restreinte au point de vue de la chasse.

Lors des ventes de terrains, l'obligation serait imposée aux acquéreurs de

(1) Texte du deuxième alinéa de l'article 13 :

« Néanmoins, la chasse dans les forêts de Soignes, de Saint-Hubert et d'Hertogenwald, ainsi que dans les propriétés de l'État avoisinant le domaine d'Ardenne, est réservé à la Couronne. »

respecter le bail, sauf à l'Administration de la Liste civile à leur verser une rétribution annuelle de 3 francs par hectare; il va de soi, d'ailleurs, que la location prendrait fin en ce qui concerne les parcelles affectées à la bâtisse ou à toute autre destination exclusive de l'exercice du droit de chasse.

Ce n'est pas la première fois que l'État se trouve dans le cas de conclure une convention domaniale avec le Souverain; les lois des 12 mai 1880 (*Moniteur* du 14), 21 mai 1888 (*Moniteur* du 27) et 20 août 1891 (*Moniteur* du 23) ont approuvé des échanges d'immeubles réalisés avec Sa Majesté le Roi Léopold II pour l'agrandissement du Parc royal et du Parc public de Laeken.

XX.

L'Administration des Ponts et Chaussées a fait remise à celle des Domaines, afin d'aliénation, d'une parcelle de terrain de 56m²68dm² située à Audenarde, formant une étroite bande de 54 mètres de longueur qui s'étend entre la maîtresse-rigole de Berchem à Audenarde et la blanchisserie appartenant à M. Beosier.

Un projet d'acte contenant cession à ce dernier, moyennant le prix de 57 francs, a été publié au *Moniteur* du 26 juin 1910 en exécution de l'article 1^{er}, litt. B, de la loi du 16 mars 1886. Ce projet stipule que l'acquéreur devra permettre à l'administration l'accès du terrain, sans indemnité, pour l'entretien et la reconstruction éventuelle du pont privé qui a été construit par l'État au-dessus de la maîtresse-rigole à l'usage exclusif de l'acheteur; il s'agit d'un ponceau établi lors des travaux d'amélioration de la maîtresse-rigole, en remplacement d'une passerelle, au droit de la partie de la bande susvisée contiguë à la lisière qui a été cédée à MM. Saffre en 1909 comme il est dit ci-après.

A la suite de la publication au *Moniteur*, MM. Saffre ont élevé des prétentions à l'usage du ponceau et fait une offre de 100 francs pour l'acquisition de la dite bande.

Or, le ponceau a été établi à l'usage exclusif de la propriété de M. Beosier, à laquelle il donne accès, et il n'y a pas lieu de modifier cette situation. MM. Saffre n'ont jamais pu utiliser le ponceau, dont l'usage ne leur est d'ailleurs nullement nécessaire, leur immeuble possédant un développement étendu le long d'un chemin communal pavé.

MM. Saffre ayant été informés que l'acquisition dont il s'agit ne leur conférerait pas le droit de passer sur le ponceau, ils ont néanmoins maintenu leurs prétentions et leur offre.

Le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu d'y avoir égard et qu'il importe de céder la bande de terrain de 56m²68dm² à M. Beosier pour qui seul elle peut avoir de l'utilité, puisqu'elle s'étend entre sa propriété et la maîtresse-rigole. Le prix de 57 francs correspond au taux de 10,000 francs l'hectare, égal à celui qui a été adopté pour la cession consentie à MM. Saffre, en 1909, d'une lisière de 239 mètres carrés comprise entre leur immeuble et la maîtresse-rigole.

XXI.

La réalisation des plans approuvés pour l'entrée de la ligne de Montignies-Acoz dans la gare de formation de Montignies, pour la jonction de cette ligne avec celle vers Lodelinsart et pour la mise à quadruple voie de la ligne de Châtelineau à Couillet, nécessite l'acquisition du rivage n° 2 de la Société anonyme des Charbonnages du Trieu-Kaisin et d'une parcelle située sur la rive droite de la Sambre, en face de ce rivage.

L'expropriation pure et simple eût entraîné l'Etat à des indemnités considérables, à cause de la perturbation jetée dans l'exploitation du charbonnage. Il a paru préférable de recourir à un échange des parcelles en question contre des excédents de terrains domaniaux inutilisables pour l'Etat et situés sur la rive droite de la Sambre. Ces excédents, réunis à la portion de terrain que la Société peut conserver du même côté, permettront à cette dernière de reconstituer à cet emplacement son rivage, qui sera relié au siège de ses installations par un pont franchissant la Sambre et le railway.

L'échange a été conclu moyennant une soulte de 120,000 francs à payer à la Société et qui se justifie comme il suit :

Les terrains cédés par la Société, d'une surface de 1 hectare 19 ares 20 centiares, sont estimés fr.	48,972 96
Les terrains abandonnés par l'Etat, contenant 1 hectare 51 ares 88 centiares, ont une valeur de fr.	36,451 20
DIFFERENCE . . . fr.	12,521 76

Cette différence représenterait la soulte à payer par l'Etat s'il s'agissait de terrains nus de part et d'autre.

Mais il faut envisager que ceux que la Société possède sur la rive gauche de la Sambre sont occupés par son matériel de triage, par un bâtiment servant de bureaux et par un mur de quai à la Sambre pour les réceptions et les expéditions par bateaux. Toutes ces installations doivent être replacées sur les terrains cédés par l'Etat sur la rive droite, et il faut encore les relier au puits d'extraction par un pont sur la Sambre et sur le railway. L'Etat doit nécessairement supporter la dépense à résulter de ces constructions diverses. Elles sont la conséquence directe de l'expropriation et elles lui évitent du reste, comme cela a été dit plus haut, le paiement de fortes indemnités pour préjudice industriel. Le coût de ces installations, soit fr. 107,478.24, ajouté à la différence de valeur des surfaces (12,521.76) représente la soulte de 120,000 francs.

XXII.

L'Etat possède sur la rive gauche de la Meuse, dans la campagne comprise entre les agglomérations de Flémalle-Grande et de Jemeppe, un ter-

rain d'environ 6 hectares, formé d'un ancien bras du fleuve, qui a été remblayé, et de l'ancienne « Ile aux corbeaux » actuellement supprimée.

Il est utilisé par le service des Ponts et Chaussées pour le déversement des déblais provenant des travaux de rivière de la région; les dépôts couvrent aujourd'hui la majeure partie de la surface et y forment un tertre de 5 à 6 mètres de hauteur.

La Société anonyme métallurgique d'Espérance-Longdoz, à Liège, sollicite l'acquisition d'une partie de ce terrain, — environ 95 ares, — pour l'incorporer dans une usine qu'elle se propose de construire entre la grande route de Huy à Liège et la Meuse, avec rivage au fleuve, projet en vue duquel elle s'est procuré les terrains limitrophes.

Elle offre le prix de 7 francs le mètre carré et s'engage à enlever dans le tertre mentionné plus haut, existant sur le surplus du terrain, au moins 50,000 mètres cubes de terre qu'elle utilisera pour l'exhaussement du sol de son usine.

Le prix de 7 francs le mètre carré est fort rémunérateur pour le Trésor; il correspond à celui moyennant lequel la Société a obtenu des options pour l'achat de terrains voisins situés à front de la grand'route et qui ont comparativement une valeur intrinsèque plus élevée. Ce prix comprend la valeur de convenance que le terrain présente pour la Société à raison de ce que l'usine doit avoir accès à la Meuse.

L'engagement de prélever 50,000 mètres cubes de déblais est d'une grande importance pour l'État qui verra ainsi se reconstituer, sans frais, pour ses dépôts de terres, une réserve de nature à faciliter l'exécution des travaux d'amélioration ou d'entretien du fleuve. C'est là un avantage très appréciable, étant donné que, dans la région, les terrains pour la mise en dépôt des produits de dragages deviennent de plus en plus rares et ne s'obtiennent le plus souvent qu'à des prix onéreux.

La parcelle de 95 ares à vendre forme l'extrémité, vers Flémalle, du terrain de l'État. Elle se trouve entre les dépendances de la Meuse et les terrains que la Société a en option. Vu sa configuration irrégulière, — 260 mètres de longueur sur des profondeurs variant entre 8 et 50 mètres, — elle ne se prête pas bien, isolément, à une destination industrielle. D'autre part, le surplus du terrain n'est pas susceptible d'être aliéné; il est indispensable comme dépôt de déblais et il pourrait devenir nécessaire pour l'établissement d'un port public à charbons, dont la création en cet endroit a déjà été envisagée.

Dans les conditions où l'affaire se présente, le Gouvernement estime que la vente publique n'est pas en situation, et il propose de traiter de gré à gré avec la Société.

XXIII.

En vue de l'exécution de travaux d'aménagement des dunes à l'ouest de Wenduyne, l'État a acquis, en 1900, l'ancien hospice maritime de feu M. le

docteur Vanden Abeele. Une partie de la propriété a été incorporée dans les dits travaux. Le surplus est susceptible d'être aliéné, avec un bloc de terrain domanial avoisinant, pour établir, au pied de la haute dune, un groupe pittoresque de constructions, de nature à créer un peu d'animation dans ce joli coin de Wenduyn.

L'établissement de l'avenue du Congo (Bois de la Cambre) et de l'avenue de Boitsfort, à Woluwe-Saint-Pierre, ont laissé disponibles des excédents d'emprises qui peuvent être revendus.

Le traité de reprise du Congo et l'acte additionnel à ce traité ont transféré à la Belgique des terrains à bâtir situés à Forest, entre le parc de Saint-Gilles et le parc Duden, — à Laeken, le long du côté droit de l'avenue vers Meysse, — et à Tervueren, le long de la nouvelle avenue de ce nom.

Le Gouvernement sollicite l'autorisation de vendre ces divers immeubles publiquement, ou de gré à gré à défaut d'amateurs aux adjudications, au mieux des intérêts du Trésor.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi relatif à des aliénations
d'immeubles domaniaux.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances, des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, de l'Agriculture et des Travaux publics, et de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° L'acte du 8 février 1911, contenant cession à la ville de Malines d'une parcelle de 1 hectare 51 ares 77 centiares, en échange de 70 ares 14 centiares de terrain et moyennant une soulte de 30,000 francs à payer à la ville;

2° L'acte du 11 août 1911, portant vente aux Hospices civils de Bouillon, moyennant le prix de 13,500 francs, des bâtiments et terrains formant l'Hospice communal de cette ville;

3° Le contrat du 31 août 1911, ayant pour objet la vente à M^{me} V^{ve} Vandeveldé et à M. et M^{me} Decoster-Vandeveldé, au prix de 2,310 francs, d'un terrain de 38^m250 situé à Bruxelles, à

Ontwerp van wet betreffende
vervreemdingen van domeingoederen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën, van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, van Landbouw en Openbare Werken, en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° De akte van 8 Februari 1911, houdende afstand aan de stad Meehelen van een perceel van 1 hectare 51 aren 77 centiares, in ruiling tegen 70 aren 14 centiares grond en mits eene toegift van 30,000 frank aan de stad te betalen;

2° De akte van 11 Augustus 1911, houdende verkoop aan de Burgerlijke Godshuizen van Bouillon, mits den prijs van 13,500 frank, van de panden en erven die het gemeentelijk Godshuis dezer stad uitmaken ;

3° De overeenkomst van 31 Augustus 1911, hebbende ten doel den verkoop aan M^w de W^{ve} Vandeveldé en aan M. en M^w Decoster-Vandeveldé, tegen den prijs van 2,310 frank, van een terrein van

prendre dans la parcelle section 2, n° 183^e du cadastre, entre la propriété des acquéreurs portant le n° 104 de l'avenue du Midi et la limite des terrains qui seront affectés à la ligne de jonction des gares du Nord et du Midi;

4° La cession consentie le 15 septembre 1911 à M. Gustave Boël, propriétaire à La Louvière, au prix de 5,960 francs, d'une parcelle de terrain située à Houdeng-Goegnies et contenant 1 hectare 8 ares 31 centiares;

5° La convention conclue le 22 septembre 1911 entre l'État et la commune de Forest en vue du raccordement des parcs de Saint-Gilles et Duden, de l'aménagement de leurs abords et spécialement du quartier qui les sépare, et de l'établissement de voies d'accès;

6° Les actes des 13, 16 et 17 novembre 1911, portant vente à la Société en nom collectif Charles Bostyn et C^{ie}, à M^{me} Veuve Petenieceff et à M. Kienert, d'un terrain situé à Forest, provenant d'emprises faites pour la construction de la nouvelle prison, et ce moyennant les prix respectifs de fr. 9,000.», 3,087.» et 2,810.50;

7° Le contrat du 27 décembre 1911, contenant cession à l'État, par la Compagnie des Installations maritimes de Bruges, de trois emprises contenant ensemble 4,565 mètres carrés, nécessaires pour la création d'une place de stationnement et d'une voie d'accès à la halte de Zeebrugge-Centre, en échange d'autres parcelles d'une superficie de 4,564 mètres carrés 56 dm², et sans stipulation de soulte;

38^m250 gelegen te Brussel, te nemen in het perceel sectie 2, n° 183^e van het kadaster, tusschen het eigendom der verkrijgers, dragende n° 104 van de Zuidlaan, en de grensscheiding der gronden welke tot verbinding van de Noord- en Zuidstatiën zullen aangewend worden;

4° De afstand op 15 September 1911 bewilligd aan den heer Gustave Boël, eigenaar te La Louvière, tegen den prijs van 5,960 frank, van een perceel grond gelegen te Houdeng-Goegnies en omvattende 1 hectare 8 aren 31 centiares;

5° De overeenkomst op 22 September 1911 gesloten tusschen den Staat en de gemeente Vorst met het oog op de verbinding van het park van Sint-Gillis met het Dudenpark, op de inrichting van hunne omgeving en bepaaldelijk van de wijk die hen scheidt, en op den aanleg der toegangswegen;

6° De akten van 13, 16 en 17 November 1911, houdende verkoop aan de Vennootschap onder firma Charles Bostyn en C^{ie}, aan Mevrouw de Weduwe Petenieceff en aan den heer Kienert, van een terrein gelegen te Vorst, voortkomende van gronden ingenomen voor den bouw van het nieuw gevangenhuis, en zulks mits de wederzijdsche prijzen van fr. 9,000.», 3,087.» en 2,810.50;

7° De overeenkomst van 27 December 1911, houdende afstand aan den Staat, door de Vennootschap der Haveninrichtingen van Brugge, van drie ingenomen gronden, gezamenlijk groot 4,565 vierkante meter, benoodigd voor den aanleg van een statie-plein en van eenen toegangsweg tot de halte te Zeebrugge-Centrum, in ruiling tegen andere perceelen hebbende eene oppervlakte van 4,564 vierkante meter 56 dm², en zonder bepaling van toegift;

8° La cession gratuite consentie le 10 janvier 1912 à la ville de Tournai du lit remblayé de la dérivation de l'Escaut dite « Petite rivière », compris entre l'origine amont de la dérivation et la tête aval du pont sous le boulevard des Nerviens;

9° La cession du 17 janvier 1912 à M. le baron Albert van Loo, propriétaire à Oostacker, moyennant le prix de 7,824 francs, d'une parcelle de terrain située à Evergem, contenant 39 ares 12 centiares et cadastré section A, partie du n° 1581^b;

10° L'acte du 27 janvier 1912, accordant à la ville de Nieupoort, pour la construction d'un lazaret, la jouissance gratuite d'un terrain de 83 ares 30 centiares, situé entre le bassin à flot et le chenal du port;

11° La vente du 12 février 1912 à M^{me} Orban-Van Volxem, au prix de 8,390 francs, de diverses parcelles de terrain sises à Vilvorde, d'une contenance totale de 15 ares 63 centiares 71 dix-milliaires;

12° La cession du 26 février 1912 à la ville de Lierre, au prix de 2,000 francs, d'un terrain servant de place publique, sis en cette localité, hors de la porte de Louvain, à droite de la chaussée de Berlaer;

13° L'acte du 2 mars 1912, portant abandon gratuit à la ville de Lierre, de bras de rivière *intra muros*;

14° Le contrat du 5 mars 1912, ayant pour objet la cession à la ville de Bruges, au prix de 10,000 francs, de l'hôtel de l'ancienne Prévôté situé rue de la Bride et formant une dépendance des bâtiments du Gouvernement provincial;

8° De kostelooze afstand, op 10 Januari 1912 bewilligd aan de stad Doornik, van de aangeplempte bedding van de afleiding der Schelde genaamd « Petite rivière », begrepen tusschen het bovenbegin der afleiding en het benedenhoofd der brug onder de Nervierslaan;

9° De afstand van 17 Januari 1912 aan den heer baron Albert van Loo, eigenaar te Oostacker, mits den prijs van 7,824 frank, van een perceel grond gelegen te Evergem, beslaande 39 aren 12 centiaren en kadastraal bekend sectie A, gedeelte van n° 1581^b;

10° De akte van 27 Januari 1912, waarbij aan de stad Nieupoort, voor den bouw van een ziekenhuis, het kosteloos genot wordt verleend van een terrein van 83 aren 30 centiaren, gelegen tusschen het drijvend dok en de havengeul;

11° De verkoop van 12 Februari 1912 aan Mevrouw Orban-Van Volxem, tegen den prijs van 8,390 frank, van verschillende perceelen grond gelegen te Vilvorde, gezamenlijk groot 15 aren 63 centiaren 71 tien-duizendsten van are;

12° De afstand van 26 Februari 1912 aan de stad Lier, tegen den prijs van 2,000 frank, van een terrein dienende tot openbare plaats, gelegen in deze localiteit, buiten de Leuvensepoort, aan den rechterkant van den steenweg van Berlaer;

13° De akte van 2 Maart 1912, houdende kosteloozen afstand aan de stad Lier, van rivierarmen *intra muros*;

14° De overeenkomst van 5 Maart 1912, hebbende ten doel den afstand aan de stad Brugge, tegen den prijs van 10.000 frank, van het hotel van het voormalig Provoostschap gelegen rue de la Bride en zijnde eene aanhoorigheid der gebouwen van het provinciaal bestuur;

15° La vente du 13 mars 1912 à la ville d'Anvers, de l'emplacement de l'ancien arsenal de construction, moyennant le prix de 1,325,000 francs ;

16° La convention du 21 mars 1912, contenant cession à la Société anonyme des Usines métallurgiques du Hainaut d'un tronçon, d'une superficie de 2 hectares 23 ares 70 centiares, du lit à désaffecter de la Sambre, à Montignies, en échange de 1 hectare 60 ares 40 centiares de terrain sis en la même commune, et moyennant une soulte de 23,000 francs à payer par la dite Société ;

17° L'acte du 28 mars 1912, portant échange d'immeubles entre l'État et la ville d'Ypres, en vue de la construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie et de l'aménagement de ses abords ;

18° La convention aux termes de laquelle M. Charles Jacobs, docteur en médecine à Bruxelles, cède à l'État les emprises à faire, pour l'établissement de la ligne de jonction des gares du Nord et du Midi, dans la propriété sise en cette ville, rue des Ursulines, n^o 28 (34^m235 en tréfonds et superficie et 1^m215 en tréfonds seulement), en échange d'un terrain de 22^m238 en tréfonds et superficie et d'un autre de 44^m260 en superficie seulement, à prendre dans les immeubles situés même rue, n^{os} 30 et 32, et moyennant une soulte de fr. 43,990.37 à charge du Trésor.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

I. — A louer à l'Administration de

15° De verkoop van 13 Maart 1912 aan de stad Antwerpen, van den grond waarop het voormalig constructie-arsenaal gebouwd was, mits den prijs van 1,325,000 frank ;

16° De overeenkomst van 21 Maart 1912, houdende afstand aan de « Société anonyme des Usines métallurgiques du Hainaut » van een eind, groot 2 hectare 23 aren 70 centiaren, van de buiten gebruik te stellen bedding der Samber te Montignies, in ruiling tegen 1 hectare 60 aren 40 centiaren grond gelegen in dezelfde gemeente, en mits eene toegift van 23,000 frank door gemelde Vennootschap te betalen ;

17° De akte van 28 Maart 1912, houdende ruiling van onroerende goederen tussehen den Staat en de stad Yperen, met het oog op den aanbouw eener nieuwe gendarmeriekazerne en op de inrichting harer omgeving ;

18° De overeenkomst naar luid waarvan de heer Charles Jacobs, doctor in de geneeskunde te Brussel, aan den Staat de gronden afstaat, die voor den aanleg der lijn tot verbinding van de Noord- en de Zuidstatie zijn in te nemen op het eigendom gelegen te dezer stad, Ursulinenstraat, n^o 28 (34^m235 in ondergrond en oppervlakte en 1^m215 in ondergrond alleen), in ruiling tegen een terrein van 22^m238 in ondergrond en oppervlakte en tegen een ander van 44^m260 in oppervlakte alleen, te nemen van de onroerende goederen gelegen in dezelfde straat, n^{os} 30 en 32, en mits eene toegift van fr. 43,990.37 ten laste van den Staatsschat.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt er toe gemachtigd om :

I. — Voor den duur der Regeering

la Liste civile, pour la durée du règne de S. M. le Roi Albert, moyennant un termage annuel de 450 francs, le droit de chasse sur environ 150 hectares de terre situés sous Tervueren, Vossem, Duysbourg, Crainhem et Wesembeek ;

II. — A vendre à M. Beosier un terrain de 56^m268, situé à Audenaerde, moyennant le prix de 57 francs ;

III. — A céder à la Société anonyme des Charbonnages du Trieu-Kaisin 1 hectare 51 ares 88 centiares de terrain à prendre dans les parcelles cadastrées section A, n°s 1281^b et 1282 ^c/₂ de la commune de Châtelet, en échange d'emprises contenant 1 hectare 19 ares 20 centiares cadastrées section C, n°s 971ⁱ et 971^c du territoire de Montignies-sur-Sambre, section C, n° 318^c du territoire de Châtelineau et section A, partie du n° 1331 ¹/₃ du territoire de Châtelet, et moyennant une soulte de 120,000 francs à payer par l'État ;

IV. — A vendre de gré à gré à la Société anonyme métallurgique d'Espérance-Longdoz, à Liège, un terrain d'environ 95 ares situé à Jemeppe-sur-Meuse et Flémalle-Grande au prix de 7 francs le mètre carré, et à charge d'enlever gratuitement au moins 50,000 mètres cubes de déblais sur les terrains voisins restant appartenir à l'État ;

V. — A aliéner publiquement ou de gré à gré :

A) La partie disponible de l'ancien hospice maritime de Wenduïne, ainsi qu'un bloc de terrain domanial avoisinant ;

van Z. M. Koning Albert, aan het beheer der Burgerlijke Lijst, mits eene jaarlijksche pacht van 450 frank, het jachtrecht te verhuren over ongeveer 150 hectare grond, gelegen te Tervueren, Vossem, Duysburg, Crainhem en Wesembeek ;

II. — Aan den heer Beosier een terrein van 56^m268, gelegen te Audenaerde, te verkoopen mits den prijs van 57 frank ;

III. — Aan de « Société anonyme des Charbonnages du Trieu-Kaisin » 1 hectare 51 aren 88 centiares grond af te staan te nemen in de perceelen kadastraal bekend sectie A, n°s 1281^b en 1282 ^c/₂ der gemeente Châtelet, in ruiling tegen ingenomen gronden groot 1 hectare 19 aren 20 centiares kadastraal bekend sectie C, n°s 971ⁱ en 971^c van het grondgebied van Montignies-sur-Sambre, sectie C, n° 318^c van het grondgebied van Châtelineau, en sectie A, gedeelte van n° 1331 ¹/₃ van het grondgebied van Châtelet, en mits eene toegift van 120,000 frank door den Staat te betalen ;

IV. — Aan de « Société anonyme métallurgique d'Espérance-Longdoz », te Luik, uit de hand te verkoopen een terrein groot ongeveer 95 aren gelegen te Jemeppe-sur-Meuse en te Flémalle-Grande, tegen den prijs van 7 frank den vierkanten meter, en onder gekroudenheid kosteloos ten minste 50,000 kubieke meter puin te ruimen van de naburige gronden, die aan den Staat blijven toebehooren ;

V. — Openbaar of uit de hand te vervreemden :

A) Het beschikbaar gedeelte van het voormalig zeegodshuis van Wenduïne, alsmede een aangrenzend blok domein-grond ;

B) Des excédents d'emprises faites pour la construction de l'avenue du Congo, à Bruxelles et Ixelles, et de l'avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre;

C) Des terrains à bâtir provenant de la Fondation de la Couronne de l'État Indépendant du Congo, situés à Forest, dans le quartier des parcs, — à Laeken, du côté droit de l'avenue vers Meysse, — et à Tervueren, le long de l'avenue de ce nom.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1912.

B) Overhoeken van gronden ingenomen voor den aanleg van de Congo-laan, te Brussel en te Elsene, en van de laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe;

C) Bouwgronden voortkomende van de Stichting der Kroon van den Onafhankelijken Congostaat, gelegen te Vorst, in de wijk der parken, — te Laeken, aan den rechterkant der laan naar Meysse, — en te Tervueren, langs de laan van dien naam.

Gegeven te Brussel, den 15^e April 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafien,*

CH. DE BROQUEVILLE.

*Le Ministre de l'Agriculture et des
Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw en Openbare
Werken,*

A. VAN DE VYVERE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

MICHEL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1912.

Wetsontwerp betreffende vervreemdingen van onroerende domeingoederen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer aan de beraadslaging der Wetgevende Kamers te onderwerpen, met beleefd verzoek daarover in den loop van dezen zitting stemming uit te brengen, een ontwerp van wet betreffende vervreemdingen en ingebruiknemingen van onroerende domeingoederen.

De volgende overwegingen verantwoorden het ontwerp :

I.

De inrichting van de Neckerspoel-statie vordert den aankoop van gronden eener gezamenlijke grootte van 70 aren 14 centiaren, toebehoorende aan de stad Mechelen, geschat op 75,531 frank.

Deze heeft er in toegestemd ze af te staan mits verkrijging van een beschikbaar domeinperceel van 1 hectare 51 aren 77 centiaren en betaling door 's Rijks Schatkist eener toegift van 30,000 frank.

De domeingrond heeft eene waarde van 45,531 frank en moet door de stad in openbaren tuin veranderd worden.

De akte van ruiling is den 8 Februari 1911 opgemaakt geworden.

II.

Bij de wet van 14 Maart 1854 werd de Regceering er toe gemachtigd aan de ontmantelde steden kosteloos het genot te verleen van de beschikbaar geworden militaire gebouwen, alsmede van de gronden behorende bij

die gebouwen, waarvan zij de gebruikmaking ten openbaren nutte zouden kunnen bewijzen, mits ze op hunne kosten te onderhouden en ze aan den Staat terug te geven indien hij er over zou willen beschikken voor de huisvesting der troepen of voor eenig ander openbaren dienst.

In uitvoering dezer wet heeft een koninklijk besluit van 24 Februari 1855 aan de stad Bouillon, op voormelde voorwaarden, het kosteloos gebruik verleend onder andere van zekere gebouwen bestemd om tot gemeentegodshuis te dienen.

Deze gebouwen werden den 4 Juli 1907 door eenen brand vernield; zij waren door toedoen van de stad tegen brandschade verzekerd geworden en de schadeloosstelling welke door de maatschappij werd betaald, bedroeg 19,000 frank.

Deze schadeloosstelling is aangewend geworden tot den herbouw der panden; de burgerlijke godshuizen hebben er bovendien uit eigen middelen eene som van fr. 13,053.91 aan besteed. Thans hebben de herbouwde en verbeterde gebouwen van het godshuis, met de daarbij behoorende gronden, eene waarde van 40,000 frank.

Op grond van de offers welke zij zich voor hare nieuwe inrichtingen getroost heeft en ten einde zich derzelver bezit voorgoed te verzekeren, heeft de Commissie der burgerlijke godshuizen, in overleg met de stad, gevraagd dat de goederen haar in vollen eigendom overgedragen worden.

Daarin heeft de Regeering toegestemd mits den prijs van 13,500 frank, volgenderwijze berekend :

Huidige waarde der panden en erven	fr.	40,000	»
Som uit eigen middelen door de godshuizen besteed aan den herbouw en welke haar in rekening behoort te worden gebracht.		13,053 91	
Blijft, in afgeronde cijfers	fr.	27,000	»

Krachtens de wet en het besluit van 1854 en 1855, heeft de stad op de gebouwen een recht van kosteloos gebruik, waarvan de duur onbepaald is om reden dat de Staat er slechts een einde kan aan stellen door de gebouwen voor eenen dienst van algemeen nut te gebruiken, omstandigheid die niet in uitzicht is. Bedoeld recht is op de helft van hoogergemelde som van 27,000 frank geschat, de wederhelft, dus 13,500 frank, vertegenwoordigende de rechten van den Staat.

III.

De Staat bezit te Brussel, tusschen de thans in aanleg zijnde lijn tot verbinding Noord-Zuid en het achtergedeelte der eigendommen gelegen Zuidlaan, n^{rs} 98 tot 104, eenen overhoek van het perceel kadastraal bekend s^{ic} 2, n^r 183^E.

De eigenaars van het huis n° 104 hebben den aankoop gevraagd van het gedeelte van gemelden overhoek gelegen rechtover hun goed en metende 38^m250.

Door zijne ligging en zijnen vorm kan dat gedeelte alleen door hen gebruikt worden ; zij hebben het gekocht tegen 60 frank den vierkanten meter, hetgeen voor 38^m250, 2,310 frank maakt.

De verkoopakte, van 31 Augustus 1911, bepaalt voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, omdat het terrein genomen is in een blok hebbende meer dan 5,000 frank waarde. Zij bedingt, dat tusschen den spoorweg en het terrein slechts eene voorloopige grensscheiding is aangewezen, dat deze juist en voorgoed zal vastgesteld worden zoodra zulks mogelijk zal wezen, en dat herziening van den prijs zal plaats hebben volgens den uitslag der meting.

IV.

De heer Boël, eigenaar te La Louvière, heeft den aankoop gevraagd van eenen domeingrond van 1 hectare 8 aren 34 centiaren gelegen te Houdeng-Goegnies. Dit terrein, van zeer onregelmatigen vorm, welks waarde vermindert is ten gevolge der aardhalingen en -stortingen gedaan ter gelegenheid van den aanleg van de vaart van het Centrum, strekt zich uit tusschen het eigendom van den heer Boël en evengemelde vaart. Het is slechts bruikbaar door den verkrijger, die er in toegestemd heeft den prijs te betalen van 5,500 frank de hectare, vertegenwoordigende de hooge waarde.

De akte is den 15^e September 1911 onderteeekend geworden.

V.

In zijn onafgebroken streven naar verfraaiing der hoofdstad en harer omstreken, heeft Z. M. Koning Leopold II in 1882 het openbaar zoogenaamde park van Sint-Gillis, groot 13 hectaren, aangelegd en aan de gemeenten Sint-Gillis en Vorst overgedragen.

Hij heeft de eeuwigdurende verplichting opgelegd de gronden ten behoeve van voor het publiek toegankelijk park te bestemmen, met verbod daarop gebouwen te stichten, tenzij met een oogmerk van verfraaiing tot openbaar nut en vermaak, en mits de noodige voorzieningen om de uitzichten op de stad Brussel en op de Westerhelling van de Zennevallei in stand te houden.

Verlangende tot het werk van den Vorst bij te dragen, heeft de heer Guillaume Duden, in 1894 overleden, aan Z. M. Leopold II den blooten eigendom van de helft van zijn buitengoed te Vorst, groot 23 hectaren, gelegateerd onder gehoudenheid dit goed, na den dood van Mev. Duden, in openbaar park, dragende den naam Dudenpark, te veranderen. Het genot van dit legaat is, krachtens de Koninklijke Schenking van 9 April 1900, op den Belgischen Staat overgegaan en deze heeft, onder dezelfde voorwaarde, de

andere helft van het buitengoed geërfd uit de nalatenschap van Mev. Duden, overleden den 30 Augustus 1911.

In 1902 had de Stichting der Kroon aan de « Société anonyme du Parc de Saint-Gilles » 2 hectaren 17 aren grond gekocht, die, door het verdrag tot overneming van Congo, aan België zijn overgedragen met de bestemming te dienen ter vergemakkelijking en verfraaiing der verbinding van de Sint-Gillis- en Dudenparken, overeenkomstig het door den Koning goedgekeurd plan van den heer landschapbouwkundige Lainé; dit plan voorziet den wederverkoop der overhoeken voor afzonderlijke villa's.

Uit aanmerking van het groot getal gebouwen die op dit gedeelte van het grondgebied van Vorst verrijzen, hadden de Staat en de gemeente sedert verschillende jaren op het oog het treffen van maatregelen tot verbinding der beide parken, tot inrichting hunner omgeving en bepaaldelijk der wijk die hen scheidt, en tot aanleg der toegangswegen. Na lange en nauwgezette overweging, is overeenstemming verkregen ten aanzien van een ontwerp, dat aanleiding heeft gegeven tot eene overeenkomst van 22 September 1911 welke, met de plaus, op het bureel der Kamer is nedergelegd. Deze overeenkomst heeft ten doel :

1° De inrichting der wijk begrepen tusschen de baan van Brussel naar Sint-Pieters-Leeuw, de Marie-Henriettelaan die het park van Sint-Gillis zoomt, het eigendom Duden en de Besmelaan, omvattende den aanleg van eene square-laan van 58 meter breedte tusschen den weg n° 7 en de Marie-Henriettelaan, de rechtlegging van een gedeelte dezer, de totstandbrenging van twee wegen verbindende gemelde square met de Besmelaan en van een anderen weg die haar met den steenweg van Brussel verbindt;

2° De rechtlegging en verbredening van de rue du Hêtre en van de rue au Bois, de totstandbrenging van twee straten verbindende de rue du Hêtre met den steenweg van Alsemberg, de totstandbrenging van een belvédère door twee toegangshellingen aan de Besmelaan verbonden, de wijzigingen toe te brengen aan de wegen van de Sint-Augustin-wijk om ze bij de nieuwe tracé's aan te sluiten, de eindgoedkeuring der vroegere tracé's dezer wijk en de inrichting van eene langwerpig ronde square rue au Bois.

De gemeente zal de noodige onteigeningen verrichten, bij strooken voor zekere gedeelten van het ontwerp en zonder strooken voor andere, ten ware zij dezelfde uitslagen bij middel van minnelijke schikkingen kon waarborgen. Deze gronden, welke, tusschen de beide parken, den Staat toebehooren en niet binnen het tracé der werken vallen, zullen niet onteigend worden; zij verblijven zijn eigendom onder gehoudenheid ze te gelde te maken, mits de voorwaarden en erfdienstbaarheden door het contract aangeduid.

De Staat en de gemeente staan elkander wederkeerig de gronden af, moettende dienen tot aanleg van de aardebaan der wegen of tot rechttrekking van de grenzen der blokken bouwgrond die hun wederzijds toebehooren of zullen toebehooren in de wijk gelegen tusschen de beide parken.

Deze blokken zullen alleen mogen dienen tot de stichting van wijd uiteenliggende villa's van beperkte hoogte, waarvan alle zichtbare deelen als gevels van sierlijk uiterlijk zullen behandeld worden.

Deze villa's, vóór dewelke wel afgerasterde tuintjes zullen gelegen zijn, zullen zoo ingericht zijn, dat zij aan het oord zijn schilderachtig voorkomen niet ontnemen, en dat zij de gezichtspunten niet verbergen welke men heeft, eenerzijds van uit de rue du Hêtre en de Besmelaan, anderzijds van uit de nieuwe square en het landgoed Duden.

Krachtens schikkingen getroffen tusschen de gemeente en Mev. Haeck, zullen de gebouwen te stichten op de gronden die het eigendom van laatstgemelde zullen verblijven langs den linkerkant van den weg 6, verbindende den steenweg van Brussel met de square-laan, op 5 meter afstand van den weg opgericht worden; zij zullen aaneengebouwd worden met beperking van hunne hoogte en verplichting tot het geven van een sierlijk voorkomen aan alle van den openbaren weg zichtbare deelen.

De wegwerken van de square-laan die volgens den opzet van het plan Lainé de verbinding van de beide parken verwezenlijkt, zijn ten laste van den Staat, behoudens de riolen waarvan de aanleg aan de gemeente Vorst is toevertrouwd mits eene Rijksbijdrage ten beloope van de helft der uitgave. Deze square zal door den Staat onderhouden worden, met uitzondering van de riolen, van de voetpaden langs de belendende eigendommen, van de geleidingen en kandelaars, waarvan de onderhoud bij de gemeente berust.

De wegen n^o 4, 5 en 6 welke de square-laan in gemeenschap stellen met de Besmelaan en den steenweg van Brussel, zullen door de gemeente aangelegd en onderhouden worden. Het contract houdt, dat de uitvoering van den weg 5 tot nader order, na overleg met het Beheer van Bruggen en Wegen, uitgesteld mag worden; dit voorbehoud werd gemaakt op grond van de omstandigheid dat het eigendom Duden nog niet voorgoed bij het Staatsdomein was ingelijfd; nu de Staat eigenaar er van geworden is, kan men aanneming van een oordeelkundiger tracé in overweging nemen.

Ten einde de verwezenlijking te verzekeren van het gedeelte van het ontwerp begrepen tusschen de beide parken, den steenweg van Brussel en de Besmelaan, zal de gemeente eene leening van 500,000 frank aangaan.

Ter vergelding der lasten welke uit hoofde van dit gedeelte van het ontwerp op haar zullen drukken, alsmede van de verplichtingen welke zij op zich neemt ten voordeele der groote wegenis en der gronden welke de Staat langs de square-laan bezit, verleent de Staat aan de gemeente eene toelage van 400,000 frank betaalbaar bij derden: het eerste na eindgoedkeuring van het contract; het tweede een jaar later, mits door de gemeente bewezen worde dat zij voor aankoop van onroerende goederen eene uitgave van 600,000 frank gedaan heeft; het derde na voltoering der onteigeningen voorzien tusschen den steenweg van Brussel, de Marie-Henriettelaan, de Besmelaan en het eigendom Duden, alsmede na voltooiing der wegwerken op de wegen 4 en 6.

Buiten de wijk begrepen tusschen de beide parken, zullen de wegwerken, kunstwerken, squares en beplantingen, welke het ontwerp omvat, door de gemeente uitgevoerd en onderhouden worden. Zij zal in zijn huidige toestand den ouden weg laten bestaan, die de Besmelaan langs den Zuid-Oosterkant van het eigendom Duden verlengt. Zij zal het boschje laten bestaan, dat de andere zijde van dien weg tot aan de verbrede rue du Hêtre (weg 7) zoomt, behoudens daardoor eenige aardewegen te trekken; de taluds welke voorzien in het peilverschil tusschen den ouden weg en den weg 7, zullen bezood en tegenover den ingang van het Dudenpark fraai ingericht worden.

De gemeente gaat grondige verbintenissen aan voor de herstelling, den onderhoud en het toezicht van het openbaar park van Sint-Gillis-Vorst. De herstellingswerken zullen uitgevoerd worden volgens de aanwijzingen van het Beheer van Bruggen en Wegen; de gemeente zal aan de herstelling en den onderhoud jaarlijks eene som van ten minste 6,000 frank besteden; zij zal uitsluitend ten dienste van het park eene brigade hoveniers aanhouden, welke nimmer minder dan vijf man zal mogen tellen; zij zal zorgen voor de verlichting van het park, van de square-laan en van de daaromheen gelegen wegen en toegangswegen.

De Regeering is van gevoelen, dat het ontwerp in goede voorwaarden de verbinding der twee parken, de inrichting hunner omgeving en hunner toegangen verwezenlijkt.

Het is bezwarend om reden, dat de verkoop der gronden van de parken-wijk weinig winstgevend zal zijn doordat zij voor den bouw van wijd uiteenliggende villa's moeten voorbehouden blijven, doch deze opzet is een levensseisch voor het schoone vergezicht dat men daar op de stad Brussel en op de Zennevallei heeft. De Staat en de gemeente Vorst waren van oordeel, dat, zelfs ten koste van tainelijk belangrijke geldelijke offers, de schoonheid der wijk gevrijwaard, en het werkwaardig complex dat de Sint-Gillis- en Dudenparken zullen uitmaken zijne volle waarde gegeven moest worden. De openbare machten zullen derwijze tot zijn volle recht doen komen het edelmoedig initiatief van hen, die de totstandbrenging van de beide parken hebben verzekerd, en aan wie de Regeering gelukkig is de erkentenisvolle hulde te brengen welke zij verdienen.

Volgens den wensch zijner vroegere eigenaars, zal het landgoed Duden, toegankelijk voor het publiek, den naam « Dudenpark » dragen. Als slotsom is de Regeering van meening, dat de belanghebbende gemeenten verdienstelijk zouden handelen met de benaming « Parc Leopold II » te geven aan het door onzen overleden Koning geschapen park.

VI.

De bouw van het nieuw gevangenhuis voor vrouwen te Vorst heeft, van de ingenomen gronden, beschikbaar gelaten eenen overhoek van 52 aren

34 centiairen, van onregelmatigen vorm, hebbende kuilen en golvingen over een groot gedeelte zijner oppervlakte.

Dit perceel, geheel besloten tusschen het gevangenhuis en gebouwde eigendommen van de Brugmannlaan en van de Berkendaelstraat, was slechts bruikbaar door de aangelanden, met dewelke onderhandelingen werden aangeknoopt om tot den verkoop te geraken.

Een dezer heeft geweigerd te koopen omdat het terrein voor hem tot niets nut was.

Een tweede was van gevoelen, dat, getoetst aan het gebruik dat hij van het perceel kon maken, de gevraagde prijs te hoog was.

De onderhandelingen met de drie anderen hebben tot afstand geleid mits prijzen bedragende samen de som van fr. 14,897.50, welke het Beheer voldoende acht.

VII.

Met het oog op den aanleg van een statieplein bij de halte Zeebrugge-Centrum en van eene straat tot verbinding van dit plein met de laan van Blankenberghe naar Zeebrugge, moet de Staat gronden, ter gezamenlijke grootte van 4,565 vierkante meters, innemen van drie blokken bouwterrein toebehoorende aan de Vennootschap der haveninrichtingen van Brugge.

De Vennootschap heeft deze gronden afgestaan in ruiling tegen eene oppervlakte van 4564^m256^{dm2} te nemen van drie domeinperceelen welke gemelde blokken raken.

De van over en weder afgestane oppervlakten zijn van gelijke grootte, ligging en waarde; de ruiling is derhalve zonder toegift aangegaan.

VIII.

Door de stad Doornijk liep eene afleiding van de Schelde, genaamd « La Petite Rivière », tusschen twee kaaien waarop, aan de tegenovergestelde zijde der rivier, gebouwen verrijzen.

Het Beheer van Bruggen en Wegen heeft gemelde afleiding doen dempen en aanvullen met baggerspecie voortkomende van de rechtlegging, verbreding en verdieping van een gedeelte des strooms.

Het aangeplempt bed vormt eene lange, smalle strook grond, welke tot geene andere bestemming dan tot laan kan aangewend worden.

Bij akte van 10 Januari 1912 heeft de Staat haar kosteloos afgestaan aan de stad onder gehoudenheid voor deze dezelve op hare kosten, binnen eene tijdruimte van drie jaar, in te richten tot openbaren weg, squares en openbare tuinen en immer deze bestemming er aan te laten.

De akte houdt, dat, bijaldien de gronden gansch of gedeeltelijk mochten ophouden tot de bedoelde bestemming gebezigd te worden, de Staat het recht zou hebben terug in bezit er van te treden om ze in vollen eigendom

bij zijn domein weder te brengen en er naar goëddunken nut uit te trekken, zonder aan de stad iets uit te keeren te hebben uit hoofde van kosten van inrichting, onderhoud of verbetering.

IX.

De Staat is, op het grondgebied van Evergem, eigenaar van eene strook grond gelegen langs de vaart van Gent naar Terneuzen en zich uitstreckende tusschen den trekweg en aan particulieren toebehoorende onroerende goederen.

De heer baron Albert Van Loo heeft den aankoop gevraagd van het stuk, groot 39 aren 12 centiaren, gelegen recht vóór zijn eigendom. Hij heeft aanvaard den prijs van 20,000 frank de hectare te betalen, dewelke zeer voldoende is, gesteld dat bedoeld stuk braak ligt en bedekt is met eene laag zand van ongeveer 5 meters hoogte, waarvan de wegruiming, noodig om het perceel tot waarde te brengen, groote kosten zal veroorzaken.

X.

In het verlangen hare hospitaalinrichtingen aan te vullen door den bouw van een hospitaal tot afzondering van personen die aan besmettelijke ziekten lijden (ziekenhuis), heeft de stad Nieupoort gevraagd om, te dien einde, te mogen beschikken over eenen grond deel uitmakende van het schiereiland gelegen tusschen het drijvend dok en de havengeul.

De Regeering heeft haar, voor den duur van negen en negentig jaren, het genot verleend van een terrein van 12 aren, derwijze gekozen dat de aldaar te stichten inrichting de minste bezwaren oplevert uit een oogpunt van gezondheid der personen die ter zake hunner bezigheden het drijvend dok bezoeken.

Zij heeft haar, daarenboven, het gebruik verleend eener oppervlakte van 74 aren 30 centiaren bestemd tot het aanleggen van beplantingen rond het ziekenhuis, doch alleen, ter bede, het perceel kunnende, ten minste gedeeltelijk, gebruikt moeten worden ingeval van verbeteringswerken aan de haven uit te voeren.

Uit aanmerking hunner ligging kunnen de gronden niet verkocht worden; zij zijn om zoo te zeggen volstrekt renteloos, want de verpachting van het grasgewas brengt jaarlijks slechts eenige franken op.

Anderzijds is het ziekenhuis bestemd tot aanvulling van de haventoe-rusting, waarvan het een onontbeerlijke aanhoorigheid vormt; zijne totstandbrenging beantwoordt aan eischen van algemeen evenzeer als van gemeentelijk belang.

Om die verschillende redenen heeft de Regeering geacht, dat de kosteloze ingebruikgeving verantwoord was.

XI.

De werken tot verdubbeling tusschen Brussel en Vilvoorden, der Staatsbaan van Brussel naar Antwerpen, hebben verschillende stukjes terrein, gelegen te Vilvoorden, gezamenlijk groot 15 aren 63 centiaren 71 tienduizendsten van are beschikbaar gelaten, die niet ten nutte kunnen gebracht worden dan door inlijving bij de eigendommen van M^r Orban-Van Volxem. Deze heeft er in toegestemd ze tegen den prijs van 8,390 frank door het Beheer gesteld, aan te koopen.

De verkoopakte is den 12 Februari 1912 verleden.

XII.

Sedert 1875 beschikt de stad Lier mits eene jaarsom van ongeveer 50 frank de hectare, over voormalige militaire gronden, veranderd in beplante openbare plaatsen dienende tot vermarkten, en gelegen buiten de Leuvensche poort ter weerszijden van den steenweg van Berlaer.

Volgens akte van 9 October 1903, goedgekeurd bij de wet van 14 Mei 1904, heeft de Staat, tegen den prijs van 2,500 frank, aan de stad het ter linkerzijde van gemelden steenweg gelegen gedeelte, omvattende 42 aren 98 centiaren, afgestaan onder gehoudenheid daaraan zijne bestemming te behouden.

Onlangs heeft de stad Lier den aankoop gevraagd van het andere ter rechterzijde van den steenweg van Berlaer gelegen gedeelte der gronden, beslaande ongeveer 26 aren.

De tegenwoordige toestand volkomen gelijk zijnde aan dien van 1903, heeft de Regeering, bij akte van 26 Februari 1912, mits den prijs van 2,000 frank, den afstand bewilligd op de uitdrukkelijke voorwaarde aan het terrein zijne bestemming tot openbare plaats te behouden en het bij het wegnnet in te lijven.

XIII.

De stad Lier wordt doorkruist door een groot aantal gedeeltelijk overwelfde en aangeplemte armen der Nethen, die alle, met uitzondering van den arm der kleine Nethe gaande van het « Stuw van de groote Spuy » af tot aan het « Stuw van den samenloop », hunnen aard van bevaarbare riviervertakkingen verloren hebben en tot niets nut meer zijn, noch uit het oogpunt van den hoogwaterafvoer, noch uit dat van de scheepvaart.

Het maken van de buitenafleiding der Nethen heeft werkelijk het gebruik doen vervallen en alle reden opgeheven van het bestaan van de binnenaderen der stad, met uitzondering van eene enkele. De stad heeft overwogen, dat de onderhoudslast niet meer bij haar beruste sedert zij voor de scheepvaart ondienstig geworden zijn. Door vermindering van den water-

afvoer 'zijn al deze aderen aangeslibd en hebben een bedenkelijk gezondheidstoestand in het leven geroepen, waaromtrent men zich sedert twintig jaar bekommert en waarin men niet langer mag nalaten te voorzien.

Na lange studiën heeft het gemeentebestuur besloten te dien einde aanzienlijke gezondheidswerken te verrichten, beoogende het ontsliken en aanplempen van al de niet overwelfde rivierarmpjes en het aanleggen van een volledig rioolnet, waarvan de specie niet meer, zooals thans, in den arm *intra muros* der Kleine Nethe zal afgevoerd worden, maar in stamriolen, welke in de beneden-Nethe stroomafwaarts de stad uitmonden.

Het bestek bedraagt de som van 632,000 frank.

Ten beloope van een derde zal het Departement van Openbare Werken bijdragen in de uitgaven; het Departement van Binnenlandsche Zaken (Gezondheidsdienst) ten beloope van een zesde, en de provincie Antwerpen insgelijks voor een zesde met 100,000 frank als maximum.

Ten einde de uitvoering van dit programma te verzekeren, waarvan de stad ten gevolge van gemis aan middelen de verwezenlijking heeft moeten uitstellen, had de Regeering reeds van het jaar 1894 af er in toegestemd aan de stad al de rivierarmen *intra muros* kosteloos af te staan, met uitzondering van hooger bedoelden arm der Kleine Nethe, op voorwaarde, dat het algemeen plan der werken door het Departement van Openbare Werken zou worden goedgekeurd, hetgeen den 9 September laatstleden geschied is.

De aldus afgestane gronden beslaan eene oppervlakte van 2 hectaren 40 aren.

De voorgenomen werken zullen daarvan 1 hectare 40 aren in beslag nemen.

De overblijvende oppervlakte groot 1 hectare is, of door de stad, of door particulieren, grootendeels overwelfd geworden. Zekere vakken zullen aan de aangelanden verkocht kunnen worden, zonder nochtans dat de opbrengst der verkoopen van beteekenis zal wezen; andere zullen door de stad behouden worden, namelijk om bij het wegennet te worden ingelijfd.

De afstand is bij acte van 2 Maart 1912 gedaan geworden.

XIV.

De stad Brugge bevindt zich in de noodzakelijkheid nieuwe lokalen aan te werven voor verschillende harer diensten, onder andere den politiedienst. Te dien einde heeft zij den aankoop gevraagd van het hotel van het voormalig Provoostschap, gelegen Bridestraat, en zijnde eene aanhoorigheid der gebouwen van het provinciaal bestuur. Door zijne geschiedenis, zijnen bouwtrant en zijne ligging is dit hotel, metterdaad, uitnemend geschikt om door gemeentelijke diensten in gebruik te worden genomen.

De Regeering is van oordeel geweest, dat het verzoek voor inwilliging valbaar was.

De afstand aan de stad, waarin zij, onder voorbehoud van goedkeuring

door de Wetgeving, bewilligd heeft, omvat het voormalig Provoostschap, deszelfs onlangs gemaakte verlenging, en zekere deelen afgescheiden van het tegenwoordig hotel van den heer Gouverneur.

Luidens het contract, aangegaan den 5 Maart 1912, ontzegt zich het gemeentebestuur het recht eenig werk te maken, dat voor de behoorlijke instandhouding van het gebouw nadeelig zou zijn of eenigerlei beschadiging der bestaande gevels ten gevolge zou hebben; die gevels moet het gaaf en ongeschonden in stand houden. Het verbindt zich om, uitsluitend te zijnen koste, in den bouwtrant van het Provoostschap en volgens een door het Departement van Openbare Werken goed te keuren plan, eenen kunstigen gevel ter verlenging van den nieuw gebouwden gevel, tegenover het postgebouw, te bouwen. Nog is bedongen, dat de afgestane gebouwen, alsmede de nieuwe gebouwen welke de stad mocht stichten, steeds moeten aangewend worden tot gemeentelijke diensten en gebruiken.

Het bestaande voorplein van het hotel van den heer Gouverneur zal tot gemeenschappelijken ingang voor de bureelen der stad en voor die van het provinciaal bestuur dienen. Het hek, de bestrating en de bloemperken van dit voorplein zullen door beide belanghebbende besturen op gemeene kosten onderhouden en hernieuwd worden. Ten einde aan gemeld plein een gelijkmatig uiterlijk te behouden, moet de stad den achtergevel van het gansche Provoostschapsgebouw herschilderen telkenmale de Staat dergelijk werk aan den tegenoverstaanden gevel der bureelen van het provinciaal bestuur doet uitvoeren, en zulks onder gelijke voorwaarden.

De prijs is gesteld op de som van 40,000 frank, welke voldoende wordt geacht uit aanmerking der aanzienlijke uitgaven, ter ontlasting van den Staat, door de stad te dragen voor den onderhoud der bestaande gevels en den bouw van den kunstigen gevel tegenover het Postgebouw.

XV.

Artikel 2, 5°, der wet van 18 Augustus 1907 heeft aan den Minister van Financiën machtiging verleend om de panden en erven te verkoopen die het constructie-arsenaal te Antwerpen uitmaakten en om uit de hand de gronden af te staan, welke ten behoeve van de verbreeding der nabijliggende wegen behooren ingenomen te worden.

De gebouwen zijn onder gehoudenheid van afbraak verkocht geworden.

Met het oog op de vervreemding van het erf, die naderhand moest geschieden, is de stad Antwerpen verzocht geworden de nieuwe aan te nemen rooilijnen kenbaar te maken. Zij heeft verklaart dat zij zich in de noodzakelijkheid bevond haar antwoord aan te houden, daarbij verstaan latende, dat zij de mogelijkheid overwoog de gronden aan te koopen met het oog op de verwezenlijking van zekere gemeentelijke ontwerpen.

Onder deze omstandigheden is het erf, met ingang van 1^o October 1908, verhuurd geworden voor kermisinrichtingen; de huur is sedert 31^o Maart laatstleden verstreken.

De Regeering besloten hebbende den verkoop niet langer te verdagen, heeft de stad den aankoop van het gansche blok, groot 1 hectare 26 aren 32 centiaren, gevraagd ten einde de inrichting en gezondmaking der omliggende buurt niet te benadeelen.

De afstand is haar bewilligd geworden tegen den prijs van 4,325,000 frank, welke, naar de beoordeeling van het Beheer der Domeinen, de waarde vertegenwoordigt.

XVI.

De werken tot rechtekking der Samber vorderen den aankoop van eenen in te nemen grond, groot 1 hectare 60 aren 40 centiaren, gelegen te Momignies, toebehoorende aan de « Société anonyme des Usines métallurgiques du Hainaut », te Couillet.

Deze heeft er in toegestemd het terrein af te staan in ruiling tegen een gedeelte, groot 2 hectaren 23 aren 70 centiaren der bestaande rivierbedding welke ten gevolge der uitvoering van gemelde werken zal worden opgeheven.

De domeingrond is geschat op 67,410 frank en het in te nemen terrein op 44,110 frank; de aan den Staatsschat te betalen toegift is gelijk aan het verschil, 't is te zeggen 23,000 frank.

Volgens de bepaling van het onderschreven contract, heeft de Staat het recht puin te storten in het aan de Vennootschap afgestane vak van het Samberbed, alsmede op gronden welke aan laatstgemelde blijven toebehooren.

De Regeering verzoekt om goedkeuring van het contract gesloten den 21 Maart 1912.

XVII.

Ter gelegenheid van den ontworpen aanbouw eener nieuwe gendarmieriekazerne te Yperen, heeft de Regeering den 28 Maart 1912 met de stad eene overeenkomst aangegaan, luidens dewelke door den Staat worden afgestaan :

A. Ten einde de toegangen der kazerne vrij te maken, door het aanleggen eener wandellaan langs de Wester- en Zuiderzijden van het plein genaamd « l'Esplanade », twee perceelen grond ter gezamenlijke grootte van 12 aren 45 centiaren 5 tien duizendsten van are behoorende bij gemeld plein, en het onroerend goed genaamd « Corps de garde de la porte de Bailleul », eener grootte van 66 centiaren, dienende thans tot huisvesting van een gehuwden onderofficier;

B. Voor onderbrenging van gemeentelijke diensten, het gebouw genaamd

« la Manutention militaire », gelegen achter de Sint-Jacobskerk, alsmede 49 aren 50 centiares daarbij behoorenden thans ongebruikten grond, hebbende laatstelijk tot huisvesting van een gehuwden militaire gediend.

Deze verschillende goederen zijn geschat op 2,500 frank.

Daartegen krijgt de Staat in ruiling :

A. Ten behoeve van den bouw der gendarmeriekazerne en de verlenging van de laan ter Zuidoosterzijde van het plein, twee perceelen grond, gezamenlijk groot 8 aren 36 centiares 87 tien duizendsten van are, geschat op fr. 3,307 »

B. Voor den bouw van twee tot huisvesting van gehuwde militairen bestemde woningen, een terrein hebbende 12 meter voorzijde in de Statielaan, en 30 meter diepte, ter waarde van 5,400 »

TOTAAL. . . fr. 8,707 »

De stad zal, ten beloope van 12,000 frank, bijdragen in de bouwkosten der twee voormelde woningen, welke de twee huisvestingen zullen vervangen, die thans zijn ingericht in de gebouwen van het « Corps de garde de la porte de Bailleul » en van de « Manutention militaire ».

Zij zal daarenboven werken van effening, afbreking, beplanting, bestrating, aanlegging van voetpaden en riolen uitvoeren, waarvan de kosten op 10,000 frank geschat zijn; zij zal op hare kosten de toegangen der kazerne verlichten en kosteloos het water der geleiding verstrekken, dat tot het verbruik in de nieuwe kazerne en in voormelde huizen benodigd is.

Uit aanmerking der verschillende lasten welke de stad op zich neemt, geschiedt de ruiling zonder toegift.

De akte van 28 Maart 1912 is onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht gesloten geworden.

XVIII.

De aanleg der lijn tot verbinding der Noord- en Zuidstatiën, te Brussel, vordert het innemen van twee gronden van 34^m235, ondergrond en oppervlakte, en van 4^m215, ondergrond alleen, op het eigendom gelegen te dezer stad, Urselinenstraat, n^o 28, toebehoorende aan den heer dokter Jacobs en waar de zetel van de « Clinique Sainte-Anne » gevestigd is.

In den loop van het proces tot onteigening, is er een vergelijk getroffen, waaraan de rechtbank bij vonnis van 20 Juli 1911 rechtskracht heeft ver-

leend, bedingende eene ruiling van gronden. Dit vergelijk is op de volgende gronden tot stand gekomen :

Uit hoofde van voormelde inneming van gronden is de Staat als verkoop-waarde, schadeloosstelling wegens waardevermindering van het eigendom, kosten van wederbelegging, renteverlies, huurstoornis, eene gezamenlijke schadeloosstelling verschuldigd van fr. 62.230 33

Door den Staat worden twee in de naburige onroerende goederen n^{rs} 30 en 32 beschikbare perceelen afgestaan welke door hem voor hetzelfde werk werden aangekocht, te weten : 22^m238 ondergrond en oppervlakte en 44^m260 oppervlakte alleen, het alles geschat op 18,239 96

Hij betaalt eene toegift van fr. 43,990 37

Tot bepaling der waarden werden de volgende grondslagen aangenomen :

Ondergrond en oppervlakte.	. fr.	330.00	den vierkanten meter.
Ondergrond alleen		116.67	id.
Oppervlakte alleen		233.34	id.

Er is overeengekomen :

1^o Dat de heer Jacobs geen gebouw mag stichten, nog eenig werk verrichten op de gronden van 44^m260 en 1^m213, waarvan hij de oppervlakte verkrijgt, dan na het bouwen van den tunnel en mits toelating van den Staat;

2^o Dat hij naderhand geen bezwaar heeft op te werpen uit hoofde van den bouw en van het bestaan van den tunnel alsmede van de exploitatie van den spoorweg;

3^o Dat ingeval de nieuwe rooijing van de Urselinenstraat, inlijving bij het wegennet van het aan den onteigende toebehoorende gedeelte terrein mocht ten gevolge hebben, hij daaromtrent in overleg zou moeten treden met de stad Brussel, zonder tusschenkomst van den Staat, noch eenig verhaal op hem.

XIX.

Tot in de laatste tijden heeft het Vorstenhuis het jachtrecht bezeten over ongeveer 150 hectaren grond, gelegen in de omgeving van Tervueren en afhangende van 's Rijks privaat domein.

De hier bedoelde onroerende goederen komen voort, ofwel van het voormalig nationaal domein van Tervueren, — ofwel van de schenking gedaan door Zijne Majesteit Koning Leopold II volgens akte van 9 April 1900, — ofwel van de Stichting der Kroon van den Onafhankelijken Congostaat, — ofwel nog van eene ruiling den 14 April 1904 met den heer Parmentier aangegaan.

Een herhaardelijk vernieuwd huureedel van 1855 had het recht van jacht op de goederen van den eersten groep verzekerd aan M^{re} den Graaf van Vlaanderen. Deze genoot hetzelfde recht op de gronden van de tweede en vierde groepen, krachtens een voorbehoud bedongen in de akten houdende overdracht ten voordeele van den Staat. Wat de goederen der derde reeks betreft, daarover had de overleden Koning naar goeddunken beschikt tot wanneer de Stichting der Kroon opgeheven wierd.

Het Beheer der Burgerlijke Lijst heeft, van den aanvang af der nieuwe Regeering, voorstellen gedaan voor het opmaken van eene jachthuur omvattende geheel de bovenbedoelde goederen, met terugwerkende kracht tot op 1^o Januari 1910.

Er is eene tegenwerping te maken, voortvloeiende uit artikel 13, 1^{ste} lid, der wet van 28 Februari 1882, luidende als volgt :

« Het is niet geoorloofd op de domeinen van den Staat te jagen dan krachtens eene openbare aanbesteding. »

Doch eene afwijking van dien regel wordt toegelaten geacht, op grond van de bijzonderheden der zaak : oorsprong der goederen, lang genot vanwege het Vorstenhuis en nabijheid van het Soniënwoud.

De hierbedoelde jacht ontleent hare waarde aan de onmiddellijke nabijheid van het Soniënwoud, waar het wild eene schuilplaats vindt en doelmatig beschermd is ; feitelijk wordt het plein door het woud met wild bevolkt inzonderheid ter gelegenheid van de klopjachten ; er bestaat dus nauw verband tusschen de jacht in het woud en de jacht in het belendende plein ; deze van gene afzonderen zou eene sterke waardevermindering van de jacht van het beboscht gedeelte ten gevolge hebben ; welnu, laatstgemelde maakt, luidens het tweede lid van voormelde wettelijke bepaling ⁽¹⁾, een erfdeel van de Kroon uit.

Ongetwijfeld zou het deze vrij staan op te bieden ingeval van openbare aanbesteding van het recht van jacht in het pleingedeelte, doch het zou vanwege den Staat min welvoeglijk zijn winst te beoogen op grond van het verlangen der Burgerlijke Lijst om zich te welken koste ook de aanbesteding te doen toewijzen.

Deze beschouwingen bewegen de Regeering er toe aan de Kamers de machtiging te vragen om uit de hand met bedoeld Beheer te mogen handelen.

Het huurcontract zou voor den duur der Regeering van Zijne Majesteit Koning Albert worden aangegaan, behoudens de bevoegdheid voor den huurder tot opzegging bij het einde van elk driejaarlijks tijdvak. De pacht-

(1) Tekst van het tweede lid van artikel 13 :

« Evenwel is de jacht in het Soniënwoud, in het woud van Sint-Hubert en in het Hertogenwoud, alsmede op de Staatsgoederen die in de nabijheid van het domein van Ardenne gelegen zijn, aan de Kroon voorbehouden. »

prijs zou worden gesteld op 3 frank de hectare, middelsom waartegen de jacht op de onbeboschte gronden der streek verhuurd wordt; te meer wordt dit bedrag voldoende geacht, dat een groot gedeelte van de bedoelde oppervlakte, namelijk de 44 hectaren te Ravenstein in gebruik bij de *Koninklijke Golf Club van België*, uit een standpunt van jacht slechts eene zeer beperkte waarde heeft.

Bij verkooping van gronden zou aan de verkrijgers de verplichting tot inachtneming van het huurcontract worden opgelegd, behoudens gehoudeheid voor de Burgerlijke Lijst hun eene jaarsom van 3 frank per hectare uit te keeren; trouwens, het spreekt van zelf, dat de huur zou eindigen met betrekking tot de perceelen waarop gebouwd zou worden of die tot eenige bestemming houdende uitsluiting van de uitoefening van het jachtrecht mochten aangewend worden.

Het is niet de eerste maal dat de Staat zich in het geval bevindt eene overeenkomst met den Vorst te treffen; de wetten van 12 Mei 1880 (*Moniteur* van 14^a), 21 Mei 1888 (*Moniteur* van 27^a) en 20 Augustus 1891 (*Moniteur* van 23^a) hebben ruilingen van onroerende goederen goedgekeurd, aangegaan met Zijne Majesteit Koning Leopold II, tot vergrooting van het Koninklijk Park en van het Openbaar Park te Laeken.

XX.

Het Beheer van Bruggen en Wegen heeft aan het Beheer der Dommeneen, om door laatstgemeld vervreemd te worden, een perceel grond overgedragen, groot 36^m268, gelegen te Audenaerde, makende eene enge strook van 34 meter lengte, welke zich uitstrekt tusschen het hoofdriool van Berchem naar Audenaerde en de bleekerij toebehoorende aan den heer Beosier.

Een ontwerp van akte, houdende afstand aan laatstgemelde, mits den prijs van 37 frank, is verschenen in den *Moniteur* van 26 Juni 1910 in uitvoering van artikel 1, littera *B*, der wet van 16 Maart 1886. Dit ontwerp bedingt, dat de verkrijger aan het Beheer, zonder schadeloosstelling, op het terrein toegang moet verleenen voor den onderhoud en den mogelijken herbouw van de private brug, welke door den Staat over het hoofdriool uitsluitend ten behoeve van den kooper gebouwd is; hier is sprake van een hoogbruggetje, dat, bij de uitvoering der werken tot verbetering van het hoofdriool, werd aangelegd ter vervanging van een loopbruggetje, gelegen vóór het gedeelte van hoogerbedoelde strook palende aan den zoom die in 1909 aan de heeren Saffre werd afgestaan zooals verder vermeld wordt.

Naar aanleiding van de bekendmaking in den *Moniteur*, deden de heeren Saffre vermeende rechten gelden op het gebruik van het hoogbruggetje en werd door hen een aanbod gedaan van 100 frank tot aankoop van gemelde strook.

Welnu, het boogbruggetje is uitsluitend aangelegd ten behoeve van het eigendom van den heer Beosier, waarop het toegang verleent en deze toestand dient ongewijzigd te worden gehandhaafd. De heeren Saffre hebben nooit het boogbruggetje kunnen bezigen, en het gebruik er van is hun trouwens geenszins noodig, aangezien hun onroerend goed eene groote uitgestrektheid langs den bestraten gemeenteweg heeft.

Niettegenstaande de heeren Saffre bericht ontvangen hebben, dat bedoelde aankoop hun niet het recht van overweg op het boogbruggetje zou verleen, handhaven zij hun standpunt en hun aanbod.

De Regeering is van gevoelen, dat zulks niet in aanmerking moet genomen worden, en dat de strook grond van 36^m68 behoort te worden afgestaan aan den heer Beosier voor wien zij alleen tot iets nut kan zijn, dewijl zij zich tusschen zijn eigendom en het hoofdriool uitstrekt. De prijs van 37 frank komt overeen met het cijfer van 10,000 frank de hectare gelijk aan hetgene dat aangenomen werd voor den in 1909 aan de heeren Saffre gedanen afstand van eenen zoom van 239 vierkante meter, begrepen tusschen hun onroerend goed en het hoofdriool.

XXI.

De uitvoering der ontwerpen goedgekeurd voor den ingang van de lijn Montignies-Acoz ter rangeerstatie Montignies, voor de verbinding dezer lijn met die naar Lodelinsart en voor het aanleggen van een viervoudig spoor op de lijn van Châtelineau naar Couillet, vordert den aankoop van den oevergrond n° 2 der « Société anonyme des Charbonnages du Trieu-Kaisin » en van een perceel gelegen aan den rechteroever der Samber tegenover voormelden oevergrond.

Eenvoudige onteigening had den Staat tot aanzienlijke schadeloosstelling genoopt, ter zake van de storing der exploitatie van de koolmijn. Men heeft geacht dat het de voorkeur verdiende tot ruiling over te gaan van bedoelde perceelen tegen voor den Staat onbruikbare overhoeken van domeingronden gelegen aan den rechteroever der Samber. Deze overhoeken gevoegd bij het stuk terrein dat de Vennootschap terzelfde zijde mag behouden, zullen aan laatstgemelde gelegenheid geven tot hervorming van haren oevergrond, die door eene brug over de Samber en de spoorlijn met den zetel harer inrichtingen zal verbonden zijn.

De ruiling is gesloten mits eene toegift van 120,000 frank aan de Vennootschap te betalen, en die als volgt verantwoord wordt :

De gronden afgestaan door de Vennootschap, eener grootte van 1 hectare 19 aren 20 centiaren, zijn geschat op. fr. 48,972 96

De gronden door den Staat afgestaan, beslaande 1 hectare 51 aren 88 centiaren hebben eene waarde van . . . 36,451 20

VERSCHIL. . fr. 12,521 76

Dit verschil zou eene aan den Staat te betalen toegift vertegenwoordigen indien het hier gold om gronden van over en weder prijsgegeven.

Doch hier valt te overwegen, dat die welke de vennootschap aan den linkeroever der Samber bezit, zijn bezet door haar sorteermaterieel, door een gebouw dienende tot bureelen en door eenen kaaimuur in de Samber voor het laden en lossen der schepen. Al deze inrichtingen moeten overgebracht worden op de gronden door den Staat aan den rechteroever afgestaan, en dan nog moeten zij bij middel eener brug over de Samber en de spoorlijn met den mijput worden verbonden. Noodzakelijkerwijze moet de Staat de kosten bestrijden uit deze verschillende bouwwerken voor te vloeien, zij zijn het rechtstreeksch gevolg van de onteigening en zij sparen hem overigens, zooals hooger vermeld is, de betaling van omvangrijke schadeloosstellingen wegens nijverheidsbenadeeling. De kosten dier inrichtingen, bedragende fr. 407,478.24, gevoegd bij het verschil in waarde der oppervlakten (42,524.76) vertegenwoordigen de toegift van 420,000 frank.

XXII.

Aan den linkeroever der Maas, in de velden gelegen tusschen de bebouwde kommen van Flemalle-Grande en van Jemeppe, bezit de Staat een terrein van ongeveer 6 hectaren, gevormd door eenen voormaligen nu gedempten rivierarm, en het vroegere thans opgeheven eiland genaamd « Ile aux corbeaux ».

Het wordt door het Beheer van Bruggen en Wegen gebruikt voor het storten van puin voortkomende van de in de streek uitgevoerde rivierwerken; dat puin bedekt thans het overgroot gedeelte der oppervlakte en maakt er eenen heuvel van 5 tot 6 meter hoogte.

De « Société anonyme métallurgique d'Espérance-Longdoz », te Luik, vraagt den aankoop van een gedeelte van dien grond — ongeveer 95 aren — om het in te lijven bij eene fabriek welke zij zich voorgenomen heeft op te richten tusschen de heerbaan van Hoei naar Luik en de Maas, met oevergrond aan den stroom, en waartoe zij zich de naburige gronden aangeworven heeft.

Zij biedt den prijs aan van 7 frank den vierkanten meter en verbindt zich om van hoogervermelden heuvel, die zich noch op het overige van het terrein verheft, ten minste 50,000 kubieke meter aarde weg te ruimen tot ophooging van den grond harer fabriek.

De prijs van 7 frank den vierkanten meter is zeer loonend voor de Schatkist; hij stemt overeen met dien waartegen de Vennootschap optie heeft verkregen voor den aankoop van aan de heerbaan gelegen naburige gronden, en die in vergelijking eene hoogere innerlijke waarde bezitten. Gemelde prijs is de waarde welke de Vennootschap hecht aan het bezit van het terrein, dat voor haar gerieflijk is omdat hare fabriek toegang tot de Maas behoeft.

De verbintenis 50,000 kubieke meter puin op te ruimen is van groote beteekenis voor den Staat, die derwijze, kosteloos, opnieuw eene goede stortplaats verkrijgt, bevorderlijk aan de uitvoering der werken tot onderhoud en verbetering van den stroom. Dit is een niet te geringschatten voordeel, gelet op de toenemende schaarschte der gronden voor het storten der baggerspecie en die meestal slechts tegen bezwarende prijzen te verkrijgen zijn.

Het te verkoopen perceel van 95 aren maakt het uiteinde, in de richting van Flémalle, van den Staatsgrond. Het bevindt zich tusschen de aanhoorigheden der Maas en de gronden waarop de Vennootschap optie heeft. Gezien zijn onregelmatigen vorm, — 260 meter lengte op tusschen 8 en 50 meter afwisselende diepten, — is het, afzonderlijk, niet wel geschikt tot nijverheidsdoeleinden. Anderzijds, het overige van het terrein is niet voor vervreemding vatbaar; het is als stortplaats onontbeerlijk en zou tot den aanleg van eene openbare steenkoolhaven, waarvan de totstandbrenging te dier plaatse reeds in overweging werd genomen, benoodigd kunnen worden.

In dezen stand van zaken is de Regeering van oordeel, dat eene openbare veiling niet te pas zou komen, en zij stelt voor uit de hand met de Vennootschap te handelen.

XXIII.

Met het oog op de werken tot geschiktmaking der duinen bewesten Wenduïne, heeft de Staat in 1900 het voormalig zeegodshuis van wijlen den heer dokter Vanden Abeele aangekocht. Een gedeelte van het eigendom is bij gemelde werken ingelijfd geworden. Het overige is, tegelijk met een naburig blok domeingrond, vatbaar voor vervreemding tot het stichten, aan den voet van de hooge duin, van een schilderachtige groep gebouwen, van aard een weinig leven te brengen in dezen bevalligen hoek van Wenduïne.

De aanleg van de Congolaan (Ter Kamerenbosch) en van de laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe, hebben verkoopbare overhoeken van ingenomen gronden beschikbaar gelaten.

Het verdrag tot overneming van Congo en de additioneele akte tot dit verdrag hebben aan België bouwgronden overgedragen, gelegen te Vorst, tusschen het park van Sint-Gillis en het Dudenpark, — te Laeken, langs de rechterzijde der laan naar Meysse, — en te Tervueren, langs de nieuwe laan van dien naam.

De Regeering vraagt machtiging om die verschillende onroerende goederen openbaar, ofwel, bij ontstentenis van gegadigden op de aanbestedingen, uit de hand, ten beste der belangen van de Schatkist te mogen verkoopen.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

(2)

**Projet de loi relatif à des aliénations
d'immeubles domaniaux.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances, des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, de l'Agriculture et des Travaux publics, et de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1^o L'acte du 8 février 1911, contenant cession à la ville de Malines d'une parcelle de 1 hectare 51 ares 77 centiares, en échange de 70 ares 14 centiares de terrain et moyennant une soulte de 30,000 francs à payer à la ville;

2^o L'acte du 11 août 1911, portant vente aux Hospices civils de Bouillon, moyennant le prix de 13,500 francs, des bâtiments et terrains formant l'Hospice communal de cette ville;

3^o Le contrat du 31 août 1911, ayant pour objet la vente à M^{me} V^{ve} Vandeveldt et à M. et M^{me} Decoster-Vandeveldt, au prix de 2,310 francs, d'un terrain de 38^m230 situé à Bruxelles, à

**Ontwerp van wet betreffende
vervreemdingen van domeingoederen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën, van Spoorwegen, Posten en Telegrafen, van Landbouw en Openbare Werken, en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1^o De akte van 8 Februari 1911, houdende afstand aan de stad Mechelen van een perceel van 1 hectare 51 aren 77 centiares, in ruiling tegen 70 aren 14 centiares grond en mits eene toegift van 30,000 frank aan de stad te betalen;

2^o De akte van 11 Augustus 1911, houdende verkoop aan de Burgerlijke Godshuizen van Bouillon, mits den prijs van 13,500 frank, van de panden en erven die het gemeentelijk Godshuis dezer stad uitmaken ;

3^o De overeenkomst van 31 Augustus 1911, hebbende ten doel den verkoop aan M^{re} de W^{ve} Vandeveldt en aan M. en M^{re} Decoster-Vandeveldt, tegen den prijs van 2,310 frank, van een terrein van

prendre dans la parcelle section 2, n^o 183^e du cadastre, entre la propriété des acquéreurs portant le n^o 104 de l'avenue du Midi et la limite des terrains qui seront affectés à la ligne de jonction des gares du Nord et du Midi;

4^e La cession consentie le 15 septembre 1911 à M. Gustave Boël, propriétaire à La Louvière, au prix de 5,960 francs, d'une parcelle de terrain située à Houdeng-Goegnies et contenant 1 hectare 8 ares 31 centiares;

5^e La convention conclue le 22 septembre 1911 entre l'État et la commune de Forest en vue du raccordement des pares de Saint-Gilles et Duden, de l'aménagement de leurs abords et spécialement du quartier qui les sépare, et de l'établissement de voies d'accès;

6^e Les actes des 13, 16 et 17 novembre 1911, portant vente à la Société en nom collectif Charles Bostyn et C^{ie}, à M^{me} Veuve Petenoeff et à M. Kienert, d'un terrain situé à Forest, provenant d'emprises faites pour la construction de la nouvelle prison, et ce moyennant les prix respectifs de fr. 9,000.», 3,087.» et 2,810.50;

7^e Le contrat du 27 décembre 1911, contenant cession à l'État, par la Compagnie des Installations maritimes de Bruges, de trois emprises contenant ensemble 4,565 mètres carrés, nécessaires pour la création d'une place de stationnement et d'une voie d'accès à la halte de Zeebrugge-Centre, en échange d'autres parcelles d'une superficie de 4,564 mètres carrés 56 dm², et sans stipulation de soulte;

38^m250 gelegen te Brussel, te nemen in het perceel sectie 2, n^o 183^e van het kadaster, tussehen het eigendom der verkrijgers, dragende n^o 104 van de Zuidlaan, en de grensscheiding der gronden welke tot verbinding van de Noord- en Zuidstatiën zullen aangewend worden;

4^e De afstand op 15 September 1911 bewilligd aan den heer Gustave Boël, eigenaar te La Louvière, tegen den prijs van 5,960 frank, van een perceel grond gelegen te Houdeng-Goegnies en omvattende 1 hectare 8 aren 31 centiares;

5^e De overeenkomst op 22 September 1911 gesloten tussehen den Staat en de gemeente Vorst met het oog op de verbinding van het park van Sint-Gillis met het Dudenpark, op de inrichting van hunne omgeving en bepaaldelijk van de wijk die hen scheidt, en op den aanleg der toegangswegen;

6^e De akten van 13, 16 en 17 November 1911, houdende verkoop aan de Vennootschap onder firma Charles Bostyn en C^{ie}, aan Mevrouw de Weduwe Petenoeff en aan den heer Kienert, van een terrein gelegen te Vorst, voortkomende van gronden ingenomen voor den bouw van het nieuw gevangenhuis, en zulks mits de wederzijdsche prijzen van fr. 9,000.», 3,087.» en 2,810.50;

7^e De overeenkomst van 27 December 1911, houdende afstand aan den Staat, door de Vennootschap der Haveninrichtingen van Brugge, van drie ingenomen gronden, gezamenlijk groot 4,565 vierkante meter, benoodigd voor den aanleg van een statie-plein en van eenen toegangsweg tot de halte te Zeebrugge-Centrum, in ruiling tegen andere percelen hebbende eene oppervlakte van 4,564 vierkante meter 56 dm², en zonder bepaling van toegift:

8° La cession gratuite consentie le 10 janvier 1912 à la ville de Tournai du lit remblayé de la dérivation de l'Escaut dite « Petite rivière », compris entre l'origine amont de la dérivation et la tête aval du pont sous le boulevard des Nerviens;

9° La cession du 17 janvier 1912 à M. le baron Albert van Loo, propriétaire à Oostacker, moyennant le prix de 7,824 francs, d'une parcelle de terrain située à Evergem, contenant 39 ares 42 centiares et cadastré section A, partie du n° 1581^b;

10° L'acte du 27 janvier 1912, accordant à la ville de Nieupoort, pour la construction d'un lazaret, la jouissance gratuite d'un terrain de 83 ares 30 centiares, situé entre le bassin à flot et le chenal du port;

11° La vente du 42 février 1912 à M^{me} Orban-Van Volxem, au prix de 8,390 francs, de diverses parcelles de terrain sises à Vilvorde, d'une contenance totale de 15 ares 63 centiares 71 dix-milliaires;

12° La cession du 26 février 1912 à la ville de Lierre, au prix de 2,000 francs, d'un terrain servant de place publique, sis en cette localité, hors de la porte de Louvain, à droite de la chaussée de Berlaer;

13° L'acte du 2 mars 1912, portant abandon gratuit à la ville de Lierre, de bras de rivière *intra muros*;

14° Le contrat du 5 mars 1912, ayant pour objet la cession à la ville de Bruges, au prix de 10,000 francs, de l'hôtel de l'ancienne Prévôté situé rue de la Bride et formant une dépendance des bâtiments du Gouvernement provincial;

8° De kostelooze afstand, op 10 Januari 1912 bewilligd aan de stad Doornik, van de aangeplempte bedding van de afleiding der Schelde genaamd « Petite rivière », begrepen tusschen het bovenbegin der afleiding en het benedenhoofd der brug onder de Nervierslaan;

9° De afstand van 17 Januari 1912 aan den heer baron Albert van Loo, eigenaar te Oostacker, mits den prijs van 7.824 frank, van een perceel grond gelegen te Evergem, beslaande 39 aren 12 centiaren en kadastraal bekend sectie A, gedeelte van n° 1581^b;

10° De akte van 27 Januari 1912, waarbij aan de stad Nieupoort, voor den bouw van een ziekenhuis, het kosteloos genot wordt verleend van een terrein van 83 aren 30 centiaren, gelegen tusschen het drijvend dok en de havengent;

11° De verkoop van 12 Februari 1912 aan Mevrouw Orban-Van Volxem, tegen den prijs van 8,390 frank, van verschillende perceelen grond gelegen te Vilvorde, gezamenlijk groot 15 aren 63 centiaren 71 tien-duizendsten van are;

12° De afstand van 26 Februari 1912 aan de stad Lier, tegen den prijs van 2,000 frank, van een terrein dienende tot openbare plaats, gelegen in deze localiteit, buiten de Leuvensepoort, aan den rechterkant van den steenweg van Berlaer;

13° De akte van 2 Maart 1912, houdende kosteloozen afstand aan de stad Lier, van rivierarmen *intra muros*;

14° De overeenkomst van 5 Maart 1912, hebbende ten doel den afstand aan de stad Brugge, tegen den prijs van 10.000 frank, van het hotel van het voormalig Provoostschap gelegen rue de la Bride en zijnde eene aanhoorigheid der gebouwen van het provinciaal bestuur;

15° La vente du 13 mars 1912 à la ville d'Anvers, de l'emplacement de l'ancien arsenal de construction, moyennant le prix de 1,325,000 francs ;

16° La convention du 21 mars 1912, contenant cession à la Société anonyme des Usines métallurgiques du Hainaut d'un tronçon, d'une superficie de 2 hectares 23 ares 70 centiares, du lit à désaffecter de la Sambre, à Montignies, en échange de 1 hectare 60 ares 40 centiares de terrain sis en la même commune, et moyennant une soulte de 23,000 francs à payer par la dite Société ;

17° L'acte du 28 mars 1912, portant échange d'immeubles entre l'État et la ville d'Ypres, en vue de la construction d'une nouvelle caserne de gendarmerie et de l'aménagement de ses abords ;

18° La convention aux termes de laquelle M. Charles Jacobs, docteur en médecine à Bruxelles, cède à l'État les emprises à faire, pour l'établissement de la ligne de jonction des gares du Nord et du Midi, dans la propriété sise en cette ville, rue des Ursulines, n° 28 (34^{m2}35 en tréfonds et superficie et 1^{m2}15 en tréfonds seulement), en échange d'un terrain de 22^{m2}38 en tréfonds et superficie et d'un autre de 44^{m2}60 en superficie seulement, à prendre dans les immeubles situés même rue, n°s 30 et 32, et moyennant une soulte de fr. 43,990.37 à charge du Trésor.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1. — A louer à l'Administration de

15° De verkoop van 13 Maart 1912 aan de stad Antwerpen, van den grond waarop het voormalig constructie-arsenaal gebouwd was, mits den prijs van 1,325,000 frank ;

16° De overeenkomst van 21 Maart 1912, houdende afstand aan de « Société anonyme des Usines métallurgiques du Hainaut » van een eind, groot 2 hectare 23 aren 70 centiares, van de buiten gebruik te stellen bedding der Sambre te Montignies, in ruiling tegen 1 hectare 60 aren 40 centiares grond gelegen in dezelfde gemeente, en mits eene toegift van 23,000 frank door gemelde Vennootschap te betalen ;

17° De akte van 28 Maart 1912, houdende ruiling van onroerende goederen tusschen den Staat en de stad Yperen, met het oog op den aanbouw eener nieuwe gendarmeriekazerne en op de inrichting harer omgeving ;

18° De overeenkomst naar luid waarvan de heer Charles Jacobs, doctor in de geneeskunde te Brussel, aan den Staat de gronden afstaat, die voor den aanleg der lijn tot verbinding van de Noord- en de Zuidstatie zijn in te nemen op het eigendom gelègen te dezer stad, Urselinenstraat, n° 28 (34^{m2}35 in ondergrond en oppervlakte en 1^{m2}15 in ondergrond alleen), in ruiling tegen een terrein van 22^{m2}38 in ondergrond en oppervlakte en tegen een ander van 44^{m2}60 in oppervlakte alleen, te nemen van de onroerende goederen gelegen in dezelfde straat, n°s 30 en 32, en mits eene toegift van fr. 43,990.37 ten laste van den Staatsschat.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt er toe gemachtigd om :

1. — Voor den duur der Regeering

la Liste civile, pour la durée du règne de S. M. le Roi Albert, moyennant un fermage annuel de 450 francs, le droit de chasse sur environ 150 hectares de terre situés sous Tervueren, Vossem, Duysbourg, Crainhem et Wesembeek;

II. — A vendre à M. Beosier un terrain de 56^m268, situé à Audenaerde, moyennant le prix de 57 francs;

III. — A céder à la Société anonyme des Charbonnages du Trieu-Kaisin 1 hectare 51 ares 88 centiares de terrain à prendre dans les parcelles cadastrées section A, n^{os} 1281^L et 1282 ^c/₂ de la commune de Châtelet, en échange d'emprises contenant 1 hectare 19 ares 20 centiares cadastrées section C, n^{os} 971ⁱ et 971^c du territoire de Montignies-sur-Sambre, section C, n^o 318^G du territoire de Châtelineau et section A, partie du n^o 1331 ⁱ/₃ du territoire de Châtelet, et moyennant une soulte de 120,000 francs à payer par l'État;

IV. — A vendre de gré à gré à la Société anonyme métallurgique d'Espérance-Longdoz, à Liège, un terrain d'environ 95 ares situé à Jemeppe-sur-Meuse et Flémalle-Grande au prix de 7 francs le mètre carré, et à charge d'enlever gratuitement au moins 50,000 mètres cubes de déblais sur les terrains voisins restant appartenir à l'État;

V. — A aliéner publiquement ou de gré à gré :

A) La partie disponible de l'ancien hospice maritime de Wenduïne, ainsi qu'un bloc de terrain domanial avoisinant;

van Z. M. Koning Albert, aan het beheer der Burgerlijke Lijst, mits eene jaarlijksche pacht van 450 frank, het jachtrecht te verhuren over ongeveer 150 hectare grond, gelegen te Tervueren, Vossem, Duysburg, Crainhem en Wesembeek;

II. — Aan den heer Beosier een terrein van 56^m268, gelegen te Audenaerde, te verkoopen mits den prijs van 57 frank;

III. — Aan de « Société anonyme des Charbonnages du Trieu-Kaisin » 1 hectare 51 aren 88 centiaren grond af te staan te nemen in de perceelen kadastraal bekend sectie A, n^{rs} 1281^L en 1282 ^c/₂ der gemeente Châtelet, in ruiling tegen ingenomen gronden groot 1 hectare 19 aren 20 centiaren kadastraal bekend sectie C, n^{rs} 971ⁱ en 971^c van het grondgebied van Montignies-sur-Sambre, sectie C, n^o 318^G van het grondgebied van Châtelineau, en sectie A, gedeelte van n^o 1331 ⁱ/₃ van het grondgebied van Châtelet, en mits eene toegift van 120,000 frank door den Staat te betalen;

IV. — Aan de « Société anonyme métallurgique d'Espérance-Longdoz », te Luik, uit de hand te verkoopen een terrein groot ongeveer 95 aren gelegen te Jemeppe-sur-Meuse en te Flémalle-Grande, tegen den prijs van 7 frank den vierkanten meter, en onder gehoudenheid kosteloos ten minste 50,000 kubieke meter puin te ruimen van de naburige gronden, die aan den Staat blijven toebehooren;

V. — Openbaar of uit de hand te vervreemden :

A) Het beschikbaar gedeelte van het voormalig zeegodshuis van Wenduïne, alsmede een aangrenzend blok domeingrond;

B) Des excédents d'emprises faites pour la construction de l'avenue du Congo, à Bruxelles et Ixelles, et de l'avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre;

C) Des terrains à bâtir provenant de la Fondation de la Couronne de l'État Indépendant du Congo, situés à Forest, dans le quartier des parcs, — à Laeken, du côté droit de l'avenue vers Meysse, — et à Tervueren, le long de l'avenue de ce nom.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 1912.

B) Overhoeken van gronden ingenomen voor den aanleg van de Congo-laan, te Brussel en te Elsene, en van de laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe;

C) Bouwgronden voortkomende van de Stichting der Kroon van den Onafhankelijken Congostaat, gelegen te Vorst, in de wijk der parken, — te Laeken, aan den rechterkant der laan naar Meysse, — en te Tervueren, langs de laan van dien naam.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ April 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegraafen,*

CH. DE BROQUEVILLE.

*Le Ministre de l'Agriculture et des
Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw en Openbare
Werken,*

A. VAN DE VYVERE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

MICHEL.

— + —